

TRAÇONS NOTRE PROPRE CHEMIN !



C.N.C.P.

1^{er} MAI 2018

SOMMAIRE

Préface	P 3
Editoriaux et billets du CNCP publiés dans le journal Jik Anbout	
- Bruits de bottes à l'horizon.	P 4
- Nous préparer au pire, poser les bases du meilleur.	P 7
- Le vrai combat peut continuer.	P 9
- Que voulons-nous en fin de compte ?	P 10
- C'est l'heure de choisir son camp.	P 11
- Et si nous faisons notre examen de conscience.	P 12
- Alternatives et contre-pouvoir.	P 13
- Venezuela, une victoire sur la subversion.	P 15
- Changement climatique et engagement politique.	P 16
- Le droit des peuples à l'autodétermination n'est pas négociable.	P 17
- Les partisans de la dépendance sont totalement irresponsables.	P 19
- Si ce n'est pas de la propagande réactionnaire, qu'est-ce que c'est ?	P 20
- la question des réparations est devenue le terrain d'une lutte idéologique frontale.	P 21
- Que les criminels soient punis !	P 24
- Présentation JK ANBOUT TV	P 26
- Macron, un projet scélérat, une grosse dose d'hypocrisie.	P 27
- Nos rêves d'aujourd'hui seront les lois de demain.	P 28
- Amplifions les résistances !	P 29
- Militer oui, mais au service de quelle cause ?	P 29
- Le régime français est coupable de crime contre l'humanité.	P 31
- Qui sont les pires tueurs en série ?	P 32
- Leur patrimoine et le nôtre.	P 33
- Grand-Rivière et Prêcheur rappellent l'urgence d'une politique de prévention.	P 34
- L'arbre a besoin de toutes ses racines pour grandir.	P 36
Déclarations, contributions et Interventions	
- Pour que l'arbre ne cache pas la forêt.	P 39
- Ce qui est essentiel.	P 41
- Intervention de Jean ABAUL - AG du 27 AOÛT 2017.	P 42
- Intervention d'Amandine NEGOTI - AG du 27 AOÛT 2017.	P 47
- Intervention d'Alain LIMERY - AG du 27 AOÛT 2017.	P 49
- Le crépuscule de la raison.	P 56
- Debout pour la contre offensive (texte introductif au Forum caraïbe et motion).	P 59
- Les enseignements de la Révolution d'Octobre pour la lutte des peuples.	P 61
- Un cynisme indécent.	P 63
- Déclaration du CNCP relative à décision de TRUMP sur Jérusalem.	P 65
- Au-delà de l'enfumage.	P 65
- Théorie du complot et gouvernement mondial.	P 67
- La démocratie malade des élections.	P 69
Poème JK ANBOUT	P 73
Bureau voté lors de l'AG eu 27 août 2017	P 74
CONTACTS ET EMISSIONS	P 75

Préface



Jean ABAUL, Président du CNCP

Il est inconcevable qu'on supporte plus longtemps cette vie folle. Eradiquons ce système démoniaque qui détruit l'humanité et construisons ensemble un monde meilleur, équitable, pour rendre possible notre épanouissement individuel et collectif.

Nous avons besoin d'une véritable révolution. Pa ni la fèt ankô !

Contre la profonde irresponsabilité des adeptes de la dépendance et les fables des chantres du libéralisme, contre ceux qui consciemment ou inconsciemment jouent le rôle de « cinquième colonne » pour le système colonialiste et impérialiste, il n'est plus question d'attendre. Notre combat pour l'indépendance et la souveraineté est, plus que jamais, d'actualité.

L'heure exige que nous rassemblions nos forces. An nou mété kê-nou dwèt pityèt !

Marronnons dans nos esprits et dans notre manière d'agir. Combattons toute forme d'aliénation.

Globalisons toutes les formes de résistances. Renforçons nos alternatives sur tous les plans afin qu'elles soient des contre-feux et qu'elles conduisent à un véritable contre-pouvoir. Sé swa yo oben nou ! Konba a séryié mé tan yo bout. Nou ké genyen !

TEXTES PUBLIES DANS LE JOURNAL EN LIGNE DES COMITES POPULAIRES ' JIK AN BOUT '

N° 99 /100 - MAI 2017

BRUITS DE BOTTES A L'HORIZON



Incontestablement, le monde est en marche vers un conflit majeur. Quand le maître du régime étatsunien a bombardé l'Etat souverain de Syrie, sans mandat de l'ONU et sans même consulter son Congrès, la plupart des médias ont présenté le fait comme la décision d'un personnage incontrôlable et inquiétant. Cette explication n'est qu'un leurre ! Donald Trump a été porté à la présidence par les cerbères du système impérialiste. Il est totalement sous leur contrôle. Ce sont les multinationales, les lobbies de l'armement et leur représentation politique qui tiennent les commandes. Avant son élection, Trump n'avait-il pas prétendu que les USA « ne seraient plus le gendarme du monde » ? Derrière la singularité du personnage, ce sont les préparatifs d'une « troisième guerre mondiale » qui suivent leur cours.

L'affrontement est inévitable

Aujourd'hui, les impérialistes occidentaux sont confrontés, d'une part, à la percée des puissances rivales et ce, à un moment où leur système est secoué par des crises financières de grande ampleur, d'autre part, à la constitution d'institutions et de blocs économiques concurrents dont le poids ne cesse de se confirmer au plan international. L'histoire a largement démontré que toutes les grandes guerres se déclenchent quand les contradictions entre bloc rivaux atteignent un seuil critique. C'est le cas actuellement. Les puissances occidentales, n'admettront jamais la fin de leur hégémonie et, à l'évidence, l'affrontement entre puissances rivales est inéluctable.

Ce qui, davantage encore, renforce la détermination des maîtres du système à déclencher la guerre, c'est la menace que font peser sur leur domination les luttes populaires dont les mouvements citoyens sont porteurs. Ils ont bien compris que les cadres politiques et institutionnels qu'ils avaient pu imposer à la société pour la dominer, ne sont plus opérationnels. Ainsi les impérialistes occidentaux mettent-ils en œuvre une stratégie cyniquement pensée et des opérations militaires soigneusement planifiées.

L'un de leur premier objectif a été de faire sauter le verrou du droit international qui s'était imposé après la seconde guerre mondiale ⁽¹⁾. C'est d'abord le «devoir d'ingérence » prétendument humanitaire qui a servi de prétexte à des interventions militaires illégales. (Notons, à cet égard, la complicité de la social-démocratie française qui, la première, est montée au créneau pour légitimer ce concept.)

C'est, ensuite, au prétexte de lutter contre le terrorisme que tous les principes de la législation internationale ont été et sont toujours transgressés.

Force est de constater, qu'en s'appuyant sur une offensive massive de manipulation de l'opinion - mêlant désinformation et instrumentalisation de l'émotion- les impérialistes occidentaux ont largement atteint ce premier objectif.

La hausse vertigineuse des dépenses d'armement d'un certain nombre de pays n'a pas pour seul objectif de rendre exponentiels les profits des « marchands de canons ». Les gouvernements, agissant pour le compte des multinationales, se préparent à un conflit majeur. Les impérialistes occidentaux, USA en tête, espèrent réaffirmer leur hégémonie en mettant un coup d'arrêt définitif à la montée en puissance de la Chine et au retour de la Russie dans l'arène internationale.

Dans le cadre de la préparation de la confrontation avec ces puissances rivales qui, rappelons le, possèdent l'arme nucléaire ⁽²⁾, les administrations BUSH avaient lancé une offensive visant à instaurer le « grand moyen orient».

Objectif : d'une part, renforcer le maillage des points d'ancrage stratégiques et, d'autre part, contrôler les sources et les circuits d'approvisionnement énergétique.

Feuille de route : renverser les chefs d'état rétifs, répandre le chaos en appuyant logistiquement des groupes terroristes, armer massivement les monarchies réactionnaires du Golfe persique, soutenir inconditionnellement le régime voyou régnant en Israël. L'intervention en Afghanistan, l'agression de l'Irak, de la Libye puis de la Syrie sont des moments de l'opération. Mais, trois facteurs sont venus troubler le scénario :

- a) les révolutions populaires dans la région qui ont abouti au renversement de dictatures alliées ;
- b) le débordement par les groupes terroristes ⁽³⁾ ;
- c) La résistance de l'armée syrienne et l'intervention de la Russie qui n'entendait pas perdre sa dernière base militaire dans la région.

Les impérialistes occidentaux ont été contraints de réaménager leur stratégie. C'est ce qui a conduit l'administration Obama à diminuer le nombre de ses soldats en Afghanistan et en Irak. Pour y pallier, elle a systématisé la mise en service de drones tueurs (y compris de civils). L'Iran qui était la cible suivante prévue sur le calendrier a pu bénéficier d'un sursis, mais les objectifs principaux sont restés les mêmes.

Les batteries anti-missiles ont été installées en Pologne et l'OTAN a renforcé son dispositif visant à cadénasser la Russie. Les forces navales US ont été redéployées dans le Pacifique. Les manœuvres militaires conjointes des USA, du Japon et de la Corée du Sud, participent de l'encerclement de la Chine. Les taches ont déjà été distribuées entre l'Australie, la Nouvelle Zélande et les USA pour la gestion du conflit. Ajoutons que les sanctions économiques, cachées derrière différents prétextes diplomatiques, et la diabolisation des adversaires qui sont en ligne de mire sont autant d'éléments révélant les vellétés d'intervention militaire des impérialistes occidentaux.

Manifestement les USA veulent accélérer le tempo. C'est pour cela que Donald TRUMP a été portée au pouvoir. C'est ce que révèle la montée des tensions avec la Corée du Nord. Les tirs de missiles balistiques par ce pays et l'installation du bouclier anti-missile THAAD ⁽⁴⁾ par les USA indiquent qu'un seuil n'est pas loin d'être franchi.

Les experts les plus avertis le reconnaissent : la probabilité que la situation actuelle débouche sur une troisième guerre mondiale n'a jamais été aussi forte.

(1) Cf. Charte de l'ONU

(2) On parle du retard de la Chine et de la Russie en matière d'équipement ou de la supériorité technologique des USA du point de vue de l'armement. Mais, l'importance de leur population, l'étendue de leur territoire et leur accès aux matières premières constituent autant d'atouts de poids. En les comparant avec ceux causés par la 2^{ème} Guerre mondiale, les ravages du conflit qui s'annonce seraient incommensurables.

(3) Les Talibans sont à l'offensive en Afghanistan et même si la défaite de Daech est prévisible en Irak et en Syrie, tous les services secrets prévoient que les cellules terroristes se re déploieront de façon incontrôlable.

(4) Terminal High Altitude Area Defense

★★★

NOUS PREPARER AU PIRE, POSER LES BASES DU MEILLEUR

Dans plusieurs articles, nous avons exposé les réelles menaces qui font peser sur la planète entière et sur toute l'humanité des risques de destruction. Ce sont : les catastrophes liées au changement climatique, le danger croissant de guerre mondiale, la montée en puissance du terrorisme, du fascisme et des cyber-agressions. Ce sont encore les conséquences de l'anarchie économique libérale, l'inéluctable implosion du système monétaire mondial avec le délitement et la débâcle sociales qui en découlent. Tous ceux qui sont lucides et conscients de leur responsabilité conçoivent que l'urgence est de porter les réponses adéquates à la question essentielle : « Comment se préparer au pire et poser les bases d'un meilleur ? »

La première donnée à prendre en compte est la suivante :

Les maîtres et bénéficiaires du système dominant n'ont absolument aucune intention de laisser les peuples emprunter un chemin qui conduirait à la fin de leur domination et qui sacrifierait leurs intérêts et privilèges. Les institutions qu'ils contrôlent n'autoriseront en aucune façon un quelconque changement dans la politique de prédation néolibérale qu'ils imposent aux peuples⁽¹⁾. A cet égard, il convient de démystifier les propos de cette flopée de partis politiques et de candidats, qui à l'occasion des élections législatives, faisant totalement fi des grands enjeux que nous avons rappelés, viennent prétendre qu'avec des mesures tirées de leur chapeau pour « relancer la croissance », « booster la compétitivité », « maîtriser le déficit budgétaire », « s'attaquer au chômage » ou autre « loi programme », ils rétabliraient la situation. En fait, tous ces gens représentent le système ou pactisent avec lui⁽²⁾. Ils poursuivront les politiques d'austérité et de saccage social qui aggravent les difficultés de vie pour la population. Notre avenir dépend, en vérité, de l'issue de cet affrontement décisif qui oppose deux mondes aux intentions fondamentalement opposées. Si nous voulons surmonter le pire et préparer le meilleur, notre devoir est de penser et de mettre en œuvre une stratégie globale visant à renforcer, d'une part, la résistance contre les prédateurs et les fossoyeurs qui dirigent le monde actuellement et, d'autre part, à intensifier et coordonner toutes les dynamiques alternatives sur les fronts politique, économique, social et culturel qui annoncent, sur tous les continents, l'avènement de l'autre monde possible⁽³⁾.

Il est incontestable que ces deux objectifs essentiels – « nous préparer au pire » et « poser les bases du meilleur » - seront atteints à la condition impérative que soit pensée et mise en œuvre une stratégie globale. Sans jamais remettre en cause la nécessité de combattre chacune des mesures scélérates venant des gouvernements mercenaires du « 1 % » de prédateurs et de réagir à chacune de leurs agressions, sans nier l'importance de l'implication de chacun et de chacune dans son quotidien et sur le terrain qu'il considère essentiel, il faut rappeler que nous sommes opposés à un camp puissant, organisé à l'échelle internationale, disposant, lui, d'une stratégie globale de lutte sur les plans politique, économique, idéologique et...militaire. Rester seulement sur la défensive ou se

contenter de répondre coup après coup aux attaques des profiteurs et des fossoyeurs de la planète, cela ne suffira évidemment pas à inverser le cours des choses.

Toutes nos actions doivent participer d'une vision et d'une stratégie globale. Hors ce cadre là, aucune des mesures prises à l'échelle seulement individuelle ou avec un esprit localiste, indépendamment de la bonne volonté ou de la conviction des uns et des autres, ne donnera les moyens d'inverser le rapport des forces.

Notre perspective doit être de rassembler nos forces et de nous organiser afin de mener une lutte planifiée pour la reconquête du pouvoir d'agir globalement sur la réalité, de diriger nos vies et de construire l'alternative.

Cette lutte sera victorieuse à condition de se mener parallèlement sur deux fronts : celui du combat contre les légions du système dominant, d'une part, et celui de la construction des alternatives permettant de prévenir les catastrophes et de « poser les bases du meilleur », d'autre part.

Pour atteindre nos objectifs, nous devons rester absolument maîtres de notre agenda. Il n'est pas question d'être prisonnier des cadres idéologiques et institutionnels pas plus que de l'engrenage d'un échéancier électoral ou médiatique mis en place et étroitement contrôlés par les maîtres du système, pièges dans lequel veulent nous contenir les politiciens aliénés ou mystificateurs.

Dans toute guerre - car c'est bien d'une guerre entre deux mondes qu'il s'agit – les éléments déterminants conditionnant la victoire sont :

- **La clarté des objectifs visés,**
- **L'importance et la qualité des troupes dont on dispose ainsi que l'adéquation de leur structuration,**
- **La pertinence du timing des opérations et la cohérence entre celles-ci,**
- **Le moral et la cohésion des troupes.**

(1) - *En attestent les violentes campagnes de désinformation et de subversions menées contre les pays du continent américain qui combattent le libéralisme, le total mépris des choix démocratiquement faits par les peuples européens- l'exemple de la Grèce est significatif- et le saccage social qui leur est dictatorialement imposé.*

(2) - *Dans ce contexte aussi, mérite d'être fustigé le caractère contre-révolutionnaire, sinon réactionnaire, des opportunistes qui, à des fins électoralistes, prônent la collusion avec les adeptes du libéralisme et établissent avec eux des contrats de gestion moratoristes au sein des institutions. L'acuité de la confrontation exige de nous, au contraire et plus que jamais, que nous tenions le cap idéologique correspondant à nos idéaux révolutionnaires.*

(3) - *Les médias du système en font rarement état ou cherchent à les marginaliser mais elles sont massivement présentes et d'une incroyable puissance*

LE VRAI COMBAT PEUT CONTINUER !

Ils sont pathétiques ces commentateurs qui cherchent encore à culpabiliser les abstentionnistes, accusés de ne pas remplir leur « devoir de citoyen » ou de déshonorer la « République » et sa « démocratie » ! Quelques uns, avec leur mépris invétéré du peuple consentent à accorder à celui-ci quelques circonstances atténuantes : les électeurs auraient été « désorientés par le nombre élevé de candidats ! »

Non, messieurs et mesdames, les 74 % des personnes qui se sont abstenues ne sont absolument pas des irresponsables ou des gens incapables d'adopter des positions en toute connaissance de cause. Elles vous disent, au contraire, qu'elles ne sont plus dupes de votre démocratie soi-disant représentative et de vos promesses démagogiques.

Quoi qu'il en soit, les résultats du premier tour des élections législatives en Martinique sont riches en enseignement.

Premièrement, l'électorat contrôlé par les appareils des partis qui jouent à l'alternance au sein du système, même s'il se réduit régulièrement au fil des échéances, reste le tremplin pour qu'ils se maintiennent au pouvoir. Avec les mêmes effets, les mêmes ressorts ont été utilisés pour conforter les stratégies de parti, obtenir des strapontins d'élus et réaliser des ambitions personnelles : Alliances contre-nature, retournement de veste et trahisons, dénigrement irrespectueux des adversaires, alimentation de la division au sein du peuple ! Le plus tragique c'est que les vainqueurs sont fiers de leurs résultats !

Deuxièmement, la participation de plus en plus larges aux élections de candidats « citoyens » adeptes du « dégagisme », du « jeunisme » ne présente absolument pas un danger pour le système. Celui-ci s'est largement organisé pour les utiliser afin d'entretenir les illusions sur les vertus de la démocratie bourgeoise et, pour ce qui concerne notre pays, renforçant l'assimilationisme, escamoter l'exigence de décolonisation.

Troisièmement, ce que les propagandistes du système s'acharnent, au mépris de la réalité, à présenter comme une déferlante pro-Macron, n'a pas atteint les rivages de notre île. D'autre part, les scores ridicules obtenus par les candidats du Front National balayaient la désinformation qui avait été faite lors de présidentielles pour accuser « les Martiniquais » de soutenir ce parti fasciste et de partager son idéologie.

Maintenant que la fièvre électorale va retomber, maintenant que va disparaître cette flopée de quidams qui se bouscullaient dans les médias pour nous révéler qu'ils aimaient les jeunes et les personnes retraités, qu'ils étaient des « experts », qu'ils avaient des « programmes » capables de sauver les hôpitaux et créer des emplois, maintenant, donc, la vie va continuer son cours.

Les difficultés provoquées par les politiques de saccage social, de destruction du droit des travailleurs, de la protection sociale, des services publics vont s'accroître. Les horreurs qui se cachent derrière le masque du « renouvellement politique » prôné par les « macronistes » seront de plus en plus manifestes. Ceux qui contribuent au maintien du système en prétendant, dans la lignée du fameux « contrat de gestion » institué à la CTM, que les adeptes du libéralisme sauvage, les assimilationnistes, les altermondialistes et les partisans de la souveraineté peuvent travailler ensemble dans l'intérêt du pays, ceux-là seront de plus en plus démasqués.

Le vrai combat, lui, va continuer. Ce vrai combat, c'est celui qui est déjà mené :

- **pour la conscientisation de l'ensemble de notre peuple,**
- **pour la consolidation de son unité,**
- **pour la marche vers l'autosuffisance alimentaire et pour une économie endogène au service de la population, respectueuse de l'environnement, du vivant et des intérêts des générations futures,**
- **pour la décolonisation et pour la participation au côté des autres peuples du monde à la construction d'un monde meilleur, pacifique, plus équitable.**

★★★

N° 103 - JUIN 2017

QUE VOULONS-NOUS EN FIN DE COMPTE ?

Derrière le pronom « nous », il faut entendre tous ceux qui, mus par des convictions politiques, religieuses ou simplement humanistes, refusent de rester les bras croisés face aux souffrances endurées et aux injustices subies par des milliards d'êtres humains, partout sur la planète.

Si nos objectifs sont de faire reculer la misère et les injustices sociales, de faire barrage aux dangers de guerre et au terrorisme et d'affronter les causes du changement climatique avec ses conséquences catastrophiques déjà constatables, nous devons admettre que nous ne saurions les atteindre sans prendre en compte les analyses et les interpellations des milliers de scientifiques, des écologistes, des mouvements altermondialistes qui ont largement établi les causes des problèmes et désigné les responsables du chaos.

Une folie productiviste et une anarchie économique, une soif du profit qui relève du trouble mental, une corruption endémique, des institutions nationales et internationales qui imposent au monde les diktats d'une poignée de prédateurs : voilà le système, le

cancer, qui sous l'étendard du « libéralisme » ronge la société. C'est dans la mesure où l'on sera pleinement conscient de la nécessité d'éradiquer ce système, que les bras « décroisés » concourront vraiment à la construction d'un monde meilleur.

Autant dire que ceux qui prétendent que la résolution des problèmes passe par le renforcement de la « compétitivité », la « réduction du déficit budgétaire », la multiplication de « zones franches », ou « les contrats de gestion » avec la droite libérale n'ont aucune intention de changer le monde. La seule question qui vaille est celle-ci : comment mettre fin à l'exploitation des classes opprimées par les capitalistes et au pillage des pays dominés par les impérialistes ?

C'EST L'HEURE DE CHOISIR SON CAMP !

Nous l'avons déjà écrit mais, face à l'accélération du tempo des événements, cela vaut la peine d'y revenir: « Nous sommes à l'heure d'un affrontement décisif entre deux mondes. » Les impérialistes, absolument conscients du renversement du rapport des forces en leur défaveur, redoublent d'agressivité et jouent leur va-tout. Cela se manifeste par une augmentation massive des dépenses d'armement, par l'engagement tout azimuts sur le front militaire, par l'intensification des opérations visant à semer le chaos et la subversion dans tous les pays où leur hégémonie est menacée. Il ne faut surtout pas tomber dans le piège tendu par les médias occidentaux qui, pour cacher la nature de l'affrontement en cours, tentent de détourner l'attention sur un Donald TRUMP qui serait « imprévisible » ou fantasque » et dont les décisions seraient individuelles ou marginales.

Nous sommes confrontés à une stratégie globale, soigneusement établie par les multinationales et les spéculateurs. Les dirigeants politiques qu'ils ont placés au pouvoir ont reçu mission de mettre celle-ci en œuvre. De même, la remise en cause d'accord internationaux par le « régime de Trump » n'est qu'un épisode du feuilleton joué par les USA et leurs alliés pour saper les bases des législations nationales et du droit international. (Réglementations élaborées par des institutions internationales non-élues se substituant aux prérogatives étatiques ; lois et justice extraterritoriales, etc.)

Quand, dans les années trente, les nazis plantaient le décor de la deuxième guerre mondiale, nombreux étaient ceux qui choisissaient de fermer les yeux ou d'adopter des positions « munichoises ». Nous en connaissons les conséquences.

La conjoncture actuelle est incomparablement plus grave. Elle exige que nous nous mobilisions contre les agressions impérialistes. En les dénonçant, bien sûr, mais si les déclarations de soutien aux agressés sont toujours nécessaires pour que le camp de la résistance soit visible, elles resteraient vaines si elles n'étaient appuyées par notre lutte concrète contre l'impérialisme.

La nécessité s'impose, plus que jamais, de s'appuyer sur des convictions idéologiques claires, de rejeter les compromissions, de dénoncer les agents conscients ou inconscients de la « cinquième colonne » et de faire des choix politiques conséquents.

C'est l'heure de choisir son camp !



ET SI NOUS FAISONS NOTRE EXAMEN DE CONSCIENCE ?

Parmi ceux qui souhaitent sincèrement que la majorité des populations puissent accéder à de meilleures conditions de vie ou qui rêvent de « sauver le monde », nombreux sont ceux qui, hélas, s'épuisent dans des actions inefficaces ou, pire, victimes de l'insuffisance de connaissance, du manque de réflexion, de désinformation ou du formatage de l'esprit, agissent objectivement à l'encontre de ce noble objectif.

Pour atteindre les objectifs de justice sociale et de mieux-vivre collectif, l'une des conditions essentielles est d'avoir foi en la supériorité de la pensée et de l'action collectives.

Parmi les militants et activistes, il y en a qui considèrent que les analyses et mesures que leur groupe ou qu'eux mêmes proposent doivent être les seules envisageables. Pétris d'idéologie bourgeoise, formatés dans le schéma de pensée individualiste et élitiste occidental, ils distribuent doctement oracles et verdicts et ne jugent, à aucun moment, nécessaire d'essayer de comprendre, voir de prendre en compte, l'expérience et le point de vue des autres. D'autres encore, par manque de courage ou par soumission à un individu, si ce n'est à un clan, font la politique de l'autruche, persistant dans des pratiques erronées plutôt que de s'opposer à des idées qu'ils savent réactionnaires. Ce sont autant de freins objectifs à la constitution de la force nécessaire au renversement du système en place. D'autre part, le milieu militant n'est pas exempt des situations psychologiques et des travers propres à la personne humaine : aliénations, problèmes d'égo, ambitions et jalousies mesquines, etc. D'immenses potentialités et compétences sont ainsi tristement gaspillées. Cela aussi est une réalité qui sert le système.

Une remise en question personnelle sérieuse pourrait permettre à beaucoup de dépasser ce qui relève d'une illusion trompeuse du devoir accompli. Atteindre les objectifs de transformation sociale demande aux militants qu'ils fassent preuve d'une grande humilité et d'une réelle abnégation dans leur engagement, qu'ils prennent également conscience qu'une action ne s'appuyant pas sur la rigueur éthique, la connaissance, la réflexion, la saine confrontation d'idées peut se révéler nuisible à la cause qu'on entend défendre.

Une réflexion honnête suffira à nous convaincre que des actions « citoyennes » épisodiques, que de seules imprécations quotidiennes ou que des gestes charitables à la marge, pour nécessaires qu'ils puissent être, sauf à participer d'une stratégie globale, ne permettront aucune amélioration fondamentale de la situation.

Devant chacun d'entre nous, s'ouvrent deux voies : l'une, c'est d'avoir le courage de faire son examen de conscience pour rectifier le tir ; l'autre c'est de persister dans le double jeu et dans le soutien objectif à un système barbare.

ALTERNATIVES ET CONTRE POUVOIRS

Nous voulons améliorer la vie, transformer positivement la société et agir sur l'environnement ? Pour cela, nous devons tout faire pour contrôler les leviers du POUVOIR.

1 - QUI DETIENT REELLEMENT LE POUVOIR ?

Les leviers essentiels du pouvoir qui permet d'agir sur la société sont détenus par les gouvernements. Par le biais des institutions qu'ils contrôlent, ceux-ci imposent toutes ces politiques en matière d'économie, de fiscalité, d'éducation, de santé ou de « sécurité » que nous connaissons et dont nous subissons les effets désastreux. Dans tous les pays soi-disant démocratiques, où règne le libéralisme, les gouvernements prétendent que la population est tenue de se soumettre à leurs choix et décisions, car ils ont été portés au pouvoir par la voie électorale. Sans parler des taux d'abstention qui relativisent cet argument, il faut leur rétorquer que peu de gens ignorent encore qu' en matière d'élection « les dés sont complètement pipés ». Le système a été organisé de telle sorte que seuls peuvent arriver au pouvoir ceux et celles qui ont été choisis par les classes dominantes pour servir leurs propres intérêts. Manipulations médiatiques et poids de l'argent permettent

2 - UN AUTRE POUVOIR DONT ON MECONNAIT LA PUISSANCE

Il n'est pas besoin de démontrer que les conséquences des politiques menées par les gouvernements libéraux et impérialistes qui détiennent les leviers officiels du pouvoir sont dévastatrices pour l'immense majorité des populations. Celles-ci ne doivent leur survie qu'à des activités qui sont le fruit de leur propre initiative. Qualifiées « d'économie informelle », « d'activités domestiques », de « travail au noir », les réponses portées par les peuples pour subsister face à l'impitoyable prédation des classes dominantes et pour pallier l'indigence de leurs gouvernements ne voient pas leur importance chiffrée par les économistes labellisés par le système. Et pour cause ! On réaliserait, alors, que les peuples détiennent, eux aussi, un incommensurable pouvoir d'action sur la société. L'économie non contrôlée institutionnellement (ENCI), les traditions, les réseaux et les relations sociales qui se maintiennent ou se créent au sein des populations en marge des cadres officiels sont le champ d'un réel Pouvoir¹. Diffus, peu perceptible, largement sous estimé, celui-ci peut être le tremplin d'une transformation radicale de la société.

3 - LES BASES DE LA CONFRONTATION

Le Pouvoir officiel contrôlé par les gouvernements et le Pouvoir « informel » détenu par les peuples cohabitent et s'affrontent ouvertement. De nombreuses passerelles permettent la circulation des marchandises et de la monnaie entre les sphères économiques dépendant de chacun de leur champ d'action. Car, tout en les criminalisant et en prélevant taxes et amendes ^(*) sur les circuits populaires qu'ils ne contrôlent pas, les gouvernements tolèrent souvent ceux-ci qui jouent, pour eux, un rôle de soupape de sécurité. D'autant plus que, globalement, elles permettent d'atténuer, un tant soit peu, la crise de surproduction qui affecte leur système.

C'est donc dans le contexte de la lutte entre ces deux pouvoirs aux objectifs antagoniques que doit être pensée la stratégie à mettre en œuvre pour parvenir à une transformation révolutionnaire de la société.

Tous les progrès sociaux et toutes les libertés dont les peuples ont pu bénéficier dans l'histoire sont le fruit de luttes opiniâtres. Aujourd'hui, une offensive mondiale, d'une rare férocité, est menée pour annihiler tous les droits et tous les avantages conquis par les travailleurs et plus généralement par les peuples. Il est donc impératif, urgent et absolument légitime de renforcer la mobilisation contre les mesures scélérates qui impactent dramatiquement notre droit à la vie et pour conquérir de nouveaux droits. Toutefois, notre ambition doit être non pas de « réformer » ou de gérer le système en pactisant avec celui-ci, mais, au contraire, de combattre le pouvoir imposé par les gouvernements représentant les minorités prédatrices avec l'objectif d'y mettre fin. Il faut se débarrasser une fois pour toute de l'illusion qu'on pourrait faire entendre raison aux puissants !

Ce qui est fondamental, c'est de prendre appui sur les pratiques dissidentes et les alternatives existantes pour qu'elles deviennent un Contre Pouvoir cohérent et assumé, ouvrant la voie à une transformation radicale et vertueuse de la société.

4 - DU CONTRE-POUVOIR AU CHANGEMENT DE SOCIÉTÉ

« Améliorer la vie, transformer positivement la société et agir sur l'environnement » ? Atteindre cet objectif n'est envisageable qu'en confrontation avec le système dominant. Il s'agit de conforter, jusqu'à ce qu'elle devienne hégémonique, une véritable souveraineté populaire. Plus les couches populaires auront une conscience aigüe du pouvoir qui est déjà entre leurs mains, plus les pratiques alternatives convergeront dans tous les domaines en s'inspirant d'une vision commune, plus nous avancerons dans l'accomplissement de cette mission. L'histoire des révolutions populaires l'a largement montré: prendre les rênes du pouvoir institutionnel ne suffit pas à garantir l'exercice de la souveraineté des peuples. La brutalité des attaques menées aujourd'hui par les pays impérialistes contre les pays progressistes le confirme amplement*. Pour être en capacité de se défendre face aux menées contre révolutionnaires venant, d'une part, des classes réactionnaires et des profiteurs déchus à l'intérieur et, d'autre part, des impérialistes de

l'extérieur, il est essentiel que les pratiques alternatives initiées au sein du peuple dans tous les domaines – culturel, éducatif, médiatique, économique, sanitaire, sécuritaire, etc.- se pensent et se structurent en contre pouvoirs. De notre point de vue, pour être adapté aux réalités du monde actuel, le travail révolutionnaire doit promouvoir le développement de toutes les formes d'organisations politiques et sociales à travers lesquelles les couches populaires, à la base, peuvent penser et mettre en œuvre des actions visant à reprendre le contrôle de leur vie et à résoudre leurs problèmes. Ces organisations étant destinées à être des instruments de conquête du pouvoir.

C'est sur cette base là qu'au CNCP, nous appelons notre peuple à s'organiser pour conquérir l'indépendance nationale et pour porter sa contribution à la construction d'un monde équitable, respectueux de l'environnement et de l'intérêt des générations futures.

⁽¹⁾ Bien entendu, tout comme dans l'économie « formelle » et les institutions officielles, s'y développent des dérives mafieuses et délictueuses ainsi que des pratiques nocives qui doivent être combattues sans complaisance.

⁽²⁾ L'objectif étant double : d'une part, compenser la défiscalisation des grands capitalistes et, d'autre part, protéger leur mainmise sur les marchés tout en gagnant ceux qui sont ouverts par l'économie non contrôlée par leurs institutions.

⁽³⁾ la situation actuelle au Venezuela le prouve avec acuité.

N°105 AOUT 2017

VENEZUELA : UNE VICTOIRE SUR LA SUBVERSION

Les médias voyous de l'occident peuvent continuer à cracher leur venin sur le Venezuela et à soutenir les casseurs, les incendiaires, les assassins dépêchés par l'oligarchie d'ultra-droite et la CIA. Trump et les gouvernements suppôts de l'impérialisme étatsunien peuvent « refuser de reconnaître » des élections démocratiques organisées par un pays souverain, le résultat est là : 8.089.320 de suffrages exprimés. 41,53% de participation malgré les actions violentes de « l'opposition » pour perturber le scrutin !

Le peuple vénézuélien et les dirigeants de la Révolution Bolivarienne ont remporté une grande bataille !

Les accompagnateurs observateurs venus de toute la planète ont publié une déclaration dans laquelle ils attestent de la transparence et de la validité des élections ainsi que des manœuvres menées par une soi-disant « opposition » pour empêcher que les vénézuéliens exercent librement leur droit de vote. Aucun « journaliste » occidental n'en signale la présence.

De même que ces porte-voix de l'impérialisme censurent les déclarations de félicitation venant de tous les pays progressistes ou tout simplement respectueux du droit international : Au contraire, le soutien à la subversion intérieure et la préparation de l'opinion pour une intervention étrangère tournent à l'hystérie ! C'est dire que la confrontation se poursuivra.

Une chose reste sûre cependant : La Révolution Bolivarienne en sortira victorieuse.

★★★

CHANGEMENT CLIMATIQUE ET ENGAGEMENT POLITIQUE

« ...Eux, ils regardent les statistiques du tourisme et les profits des groupes hôteliers dont, entre parenthèse, la CTM a racheté les dettes. Nous, nous anticipons les conséquences du réchauffement climatique, et de la dégradation des côtes. »

Voici des paroles prononcées, le 27 août dernier, par notre porte-parole, Alain LIMERY, au cours de l'intervention qu'il faisait lors de la XV^{ème} Assemblée Générale des comités populaires. Une semaine plus tard, le cyclone IRMA venait illustrer tragiquement la largeur du fossé existant entre les centres d'intérêt de nos « décideurs » et les besoins des peuples caribéens en matière de sécurité et de développement durable.

Au-delà de la nécessaire solidarité dont nous devons faire preuve envers les victimes de telles catastrophes, il est essentiel que nous réalisons la responsabilité qui incombe à chacun d'entre nous, personnellement, dans le combat pour prévenir celles-ci et en affronter les conséquences. Autrement, **sé dlo nou ké chayé an pannyié !⁽¹⁾**

Les plus éminentes autorités scientifiques, les écologistes les plus crédibles l'ont largement démontré : Le changement climatique que nous subissons provoquera l'augmentation de la fréquence et de la violence des cyclones. La montée de l'eau des océans entraînera l'érosion des côtes et, carrément, la submersion de nombreuses îles.⁽²⁾ Inondations et sécheresses alterneront sur tous les continents avec, à l'horizon, une crise alimentaire mondiale majeure. **C'est seulement en mettant fin à la folie du productivisme et du consumérisme qu'il sera possible d'enrayer ce scénario infernal.**

Les médias, vivant du sensationnel et de l'émotion, s'apitoient sur l'ampleur des dégâts et les souffrances des populations.⁽³⁾ Propagandistes du libéralisme, de l'économie de marché, de la compétitivité et autres fadaïes, ils se garderont bien de mettre en lumière les causes essentielles de l'importance de ces dégâts et souffrances :

- C'est le fait qu'une minorité de sangsues accapare les richesses sociales et structurent l'économie sur la base de leur intérêt exclusif, qui contraint la majorité à vivre dans des habitations précaires et vulnérables.
- C'est la soif aveugle du profit qui pousse à déboiser de façon inconsidérée, à construire des immeubles et des hôtels dans des zones impropres.
- C'est le fait que le gouvernement soit au service de la finance et des multinationales qui explique l'absence de projection, de prévention et d'investissements dans les infrastructures de protection. L'Etat se désengage en ce qui concerne tous les services publics et l'accompagnement des collectivités ; on ne saurait attendre de lui qu'il s'engage dans la politique de prévention au niveau qu'exige la situation.

Justement, parlons de la réaction de « la France ». Accusé de ne pas avoir anticipé la situation, le gouvernement français a servi une excuse pitoyable : « Un cyclone d'une telle violence, ce n'était jamais arrivé ! » Va-t-il ressortir le bobard en cas d'un séisme majeur ? On aura tout loisir de constater que l'épisode IRMA n'aura absolument rien changé de fondamental dans les pratiques de la France coloniale. Son Président prétend avoir mis en route « le plus grand pont aérien depuis la deuxième guerre mondiale ! » pour porter secours aux victimes. C'est évidemment une supercherie confirmant le mépris d'Emmanuel MACRON à l'égard de l'intelligence des citoyens.

Depuis 1946, où la France a camouflé la domination coloniale de nos pays derrière le statut départemental, les catastrophes ont systématiquement servi à assoir la propagande assimilationniste et à infantiliser les populations. Cette fois, l'opération marketing semble ne pas avoir porté les fruits qu'elle espérait ! Pas seulement parce que les « réseaux sociaux » ont fait contre poids - y compris au prix de leurs habituelles outrances – mais surtout parce que nos compatriotes sont de moins en moins dupes quant aux intentions de la France.

Nous affirmons qu'il est possible de nous préparer à affronter les catastrophes et d'en diminuer sensiblement les effets dévastateurs. Cela passe par le rejet de la domination coloniale et de la conception libérale du développement économique. Pour cela, notre peuple doit être accompagné par des représentants disposant d'un vrai POUVOIR POLITIQUE et d'une ferme volonté d'agir. Dès lors, il s'agirait de mettre en œuvre un projet alternatif global.

(1) Cela équivaldrait à transporter de l'eau dans des paniers

(2) Déjà, 40 îles ont été submergées dans le Pacifique.

(3) Cette opération visait, aussi, à détourner l'attention de l'opinion des manifestations populaires qui, en France, exprimaient le rejet de sa politique de saccage social.



N° 108 - SEPTEMBRE 2017

LE DROIT DES PEUPLES A L'AUTODETERMINATION N'EST PAS NEGOCIABLE !

Déclaration de solidarité avec le peuple Catalan des organisations indépendantistes des nations sans Etat sous domination française.

A l'occasion d'une marche de solidarité avec le peuple catalan sur le Menez Bré en Bretagne, dans le cadre de l'université d'été de la Gauche Indépendantiste Bretonne, a été rendu public un document unitaire. Il s'agit d'un manifeste de solidarité avec le peuple catalan signé par de nombreuses organisations évoluant dans les nations sans état sous domination française. Il souligne les implications dans l'état français du processus catalan et appelle à renforcer le mouvement de solidarité avec le peuple catalan.

MANIFESTE DE SOLIDARITE AVEC LE PEUPLE CATALAN

Le 1er octobre, le peuple catalan est invité à se prononcer sur l'indépendance de la Catalogne dans le cadre d'un référendum auto-organisé dont la légalité est contestée par le pouvoir Espagnol.

Les mesures d'intimidation diverses se succèdent : perquisitions des entreprises susceptibles de fabriquer du matériel de vote, déploiement ostensible de l'armée et de la police espagnoles, tentative d'interdiction du site internet de promotion du

référendum, convocation judiciaire de plus de 700 élus s'étant engagés à favoriser dans leurs communes la tenue du vote, restrictions du droit de réunion...

Nos organisations implantées dans des nations sans état sous domination française tiennent à réaffirmer leur soutien :

- Au droit inaliénable et légitime du peuple catalan à choisir sans contrainte et sans peur son avenir.
- Son droit à proclamer à l'issue de ce vote une république catalane indépendante.

Par ailleurs, elles invitent les démocrates, les peuples et les travailleurs du monde et en premier lieu dans l'état français à exprimer publiquement leur soutien au peuple catalan qui fait vaciller par sa détermination à voter un régime monarchique vieillissant issue de la dictature franquiste.

La contribution du peuple catalan à redonner du sens à la démocratie est incontestable. Le processus catalan pour l'indépendance est riche d'enseignements car il explique de façon éloquente que le droit à l'autodétermination ne se quémende pas mais qu'il s'exerce sans attendre l'autorisation des états ou de l'Union Européenne. Il redonne du sens aux concepts de souveraineté, d'auto-gouvernance, d'auto-organisation à un moment où les échanges économiques mondiaux se construisent plus que jamais au mépris de l'avis des peuples et au détriment du plus grand nombre et de l'environnement.

Beaucoup d'organisations de libération des autres peuples sous domination espagnole soutiennent le processus catalan mais nous rappelons que l'état français aussi occupe une partie des pays catalans et lui nie tout droit à choisir librement son destin.

Notre solidarité internationaliste envers le peuple catalan ne connaît pas les frontières franco-espagnoles et nous affirmons également que les catalans comme tous les peuples sous domination française devraient pouvoir exercer eux aussi leur droit à librement se déterminer pour construire un autre modèle politique, social et environnemental aux bénéfices de la majorité pour se débarrasser du capitalisme, du colonialisme et de l'impérialisme.

Organisation signataires :

Catalogne : CUP Perpinya, **Corse** : A Manca, **Flandres** : V-SB, **Bretagne** : Breizh O Stourm (Gauche Indépendantiste, **Pays Basque** : Euskal Herria Bai, Askapena, **Martinique** : CNCP, PKLS, **Occitanie** : Collectiu Comunista Combat Proletari, **Guyane** : MDES, **Polynésie** : Tavini Huiratira.

★★★

LES PARTISANS DE LA DEPENDANCE SONT TOTALEMENT IRRESPONSABLES !

Le monde actuel vit dans un contexte où les pays impérialistes, après des siècles de colonisation et d'interventions militaires, ont pu imposer leur hégémonie à l'échelle planétaire. Les institutions internationales et l'économie mondiale ont été structurées de telle sorte que ces dits pays et leurs gouvernements - qui sont les bras armés des grands capitalistes et de **leurs multinationales - imposent partout leur loi. C'est** vrai que ce monde est en pleine mutation, que des puissances émergentes secouent l'édifice et que la suprématie des impérialistes occidentaux est dans son crépuscule. Mais, pour l'essentiel, l'ensemble des pays dominés reste dans une situation d'intolérable dépendance¹.

La vie économique est tributaire des politiques monétaires décidées par les maîtres occidentaux de la finance. Elle est dépendante des escales de la croisière des investisseurs et des spéculateurs en quête de profit maximum. La guerre que se mènent les puissances rivales pour le contrôle des régions riches en matières premières est un obstacle permanent à la stabilité et à la sécurité du monde. Les impérialistes qui contrôlent le « marché » au plan international, ne permettent aucune forme de concurrence dans les pays dominés. Les instances qu'ils contrôlent (OMC, Commission Européenne, etc.), les traités de libre échange qu'ils imposent, interdisent toute possibilité pour ceux-ci de se protéger. Quel observateur sérieux pourrait contester cette réalité ?

Personne ne peut ignorer les effets de la dépendance mortifère ainsi établie. Et pourtant, dans la plupart des pays dominés, dont le nôtre, des « élites » s'efforcent à persuader l'opinion que le « développement » et la résolution de nos problèmes pourraient venir de notre capacité à séduire les investisseurs, à choisir de bonnes niches, à être « compétitifs » ou à convaincre « l'Europe » de tenir compte de nos « spécificités ». Bref, il faudrait nous ancrer davantage encore dans la dépendance.

1 - UNE REALITE INDENIABLE

Jour après jour, on peut constater les pratiques maffieuses auxquelles se livrent les gouvernements des puissances occidentales sur la scène mondiale : Les institutions internationales qu'ils contrôlent (OMC, Conseil de sécurité de l'ONU, CPI, etc.) bafouent ouvertement la souveraineté des Etats, décrètent embargos et sanctions, coordonnent des agressions militaires, pendant que leurs services secrets soutiennent des terroristes et organisent la subversion dans les pays mettant en cause leur domination.

Partout, la culture individualiste et bestiale qu'ils diffusent massivement dans leurs médias, désagrège le tissu social, générant désarroi, violence et terrorisme. Partout, les politiques barbares en matière de migration qu'ils mettent en œuvre attisent le racisme et la xénophobie rendant impossible la paix sociale.

Chaque année amène son lot de scandales, où l'on apprend que les multinationales déversent sciemment sur la planète entière des médicaments et des aliments frelatés qui déciment les populations. Et puis, qui ignore encore que le productivisme et l'anarchie

impliqués par leur « libéralisme » sont responsables du changement climatique et des catastrophes qui l'accompagnent, annonçant une crise mondiale de l'alimentation ?

Dans ce contexte, une chose reste sûre : quel que soit le degré de servilité dont feront preuve les partisans de la dépendance, les gouvernements ne dérogeront pas à la feuille de route sur laquelle sont gravés le désengagement de l'Etat, la suppression des subventions et des dérogations, les directives de sabotage des services publics édictées par Bruxelles, la loi de la jungle développée par les traités de libre échange. Pendant ce temps, nos « élites », cravate autour du cou, serinent que « booster l'entrepreneuriat féminin », « savoir se vendre » et autres blablabla permettront à notre pays de se « développer ».

Croyez-vous vraiment que, vu leur niveau d'instruction et d'intelligence, les dirigeants politiques et les intellectuels locaux partisans de la dépendance ne sont pas conscients de la cruauté dont font preuve les pays impérialistes et leurs multinationales pour maintenir leur hégémonie ? Pensez-vous qu'ils ne sont pas conscients de l'échec des politiques vantées et appliquées dans notre pays, depuis la loi d'assimilation de 1946 ? Peuvent-ils ignorer que les « aides » annoncées par les gouvernements occidentaux relèvent généralement d'effets d'annonce et que, si des financements sont effectivement réalisés, ils servent essentiellement à satisfaire les besoins de leurs administrations et à permettre que leurs entreprises captent les marchés, excluant toute possibilité de développement autocentré.

Comment expliquer, alors, la propension de cette « élite » à s'ancrer dans la dépendance ? Pourquoi diabolise-t-elle avec un tel acharnement les partisans de l'indépendance ?

2 - LES RAVAGES DE L'ALIENATION

De tous temps, dans les pays colonisés et néo-colonisés, des individus - membres de classes privilégiées ou aspirant à le devenir - ont servi les intérêts étrangers. Motivés par un choix de classe et privilégiant des intérêts égoïstes, c'est en toute conscience qu'ils développent une propagande visant à détourner le peuple de la voie de l'émancipation. Ce qui les intéresse avant tout, c'est de profiter d'un système dans lequel ils aspirent à devenir des notables aux poches pleines.

Chez nous, cette réalité se double d'une dimension pathologique. Frantz FANON a magistralement décrit ce phénomène d'aliénation qui touche les élites en pays colonisé. Formé par l'éducation dispensée par le colon, obnubilé par le désir de ressembler au porteur de « la » civilisation, le partisan de la dépendance n'accepte pour vérité que celle qui sort de la bouche de l'Autre et de l'autre bord.

Certains, conscients que leurs choix politiques réactionnaires sont difficilement justifiables trouvent un prétexte peu glorieux pour se dédouaner : « Le peuple n'est pas mûr ! Il a peur de l'indépendance ! » S'il est bien vrai que la désinformation, le conditionnement et l'ignorance entretenue⁽²⁾ ont effectivement pour conséquence que la majorité a une vision diabolisée de l'indépendance, contrairement à ceux qui en prennent prétexte pour se vautrer dans la dépendance, ceux qui se battent pour la défense des

intérêts et du bien-être de notre peuple, choisissent courageusement de défendre des principes, d'organiser la résistance et la lutte pour l'émancipation, d'user de pédagogie afin que notre peuple, en toute connaissance de cause, choisisse de prendre son destin en mains.

L'aréopage constitué par une bonne part de « l'élite » intellectuelle, des dirigeants politiques et des agents économiques du secteur privé⁽³⁾, fait tout pour maintenir notre pays dans une situation de dépendance quand l'urgence c'est de le préparer à affronter les conséquences des catastrophes naturelles, des crises alimentaires et sanitaires, économiques et monétaires, des conflits militaires qui pointent à l'horizon. Cela, nous le savons, il sera impossible de le faire sans la liberté d'initiative et un Pouvoir politique Martiniquais, autrement dit, sans la rupture des liens de la dépendance.

Oui ! On peut l'affirmer sans détours : les partisans de la dépendance sont totalement irresponsables !

⁽¹⁾ La dépendance c'est « la relation qui fait qu'une chose ou qu'une personne dépend d'un autre, lui est subordonnée * ». Dépendre de, c'est « ne pas pouvoir exister, ne se réaliser que grâce à l'action de » l'autre et « par extension, être sous l'autorité de » ce tiers. (Cf. Bordas Logos)

⁽²⁾ Le contenu des programmes scolaires, le sabotage des services publics d'éducation, l'information tronquée et le déversement de contre-vérités par les partisans de la dépendance en sont directement la cause. La fameuse histoire du « chat an sak » lors de la consultation sur l'article 74 de la constitution Française l'illustre parfaitement.

⁽³⁾ curieusement, ce sont les seuls à être qualifiés de sociaux-profession

SI CE N'EST PAS DE LA PROPAGANDE REACTIONNAIRE, QU'EST-CE QUE C'EST ?

Au début des années 2 000 ont éclaté une série de mouvements dits populaires que les médias occidentaux soutenaient massivement. On les a appelé les « révolutions de couleur », ceux qui attribuaient les couleurs étant, comme par hasard, ces mêmes médias. Par exemple, en 2003, la « Révolution des roses » en Géorgie » ou, en 2004, la « révolution Orange en Ukraine ». Plus récemment, en 2015, c'est à Hong Kong que le monde entier était appelé à compatir avec la « Révolution des parapluies ». Et puis, ces derniers mois, c'est pour exiger que le gouvernement Vénézuélien se plie devant les résultats d'une farce de référendum organisée par des réactionnaires, appuyés par des lanceurs de cocktails Molotov et d'excréments, que les dirigeants occidentaux et leurs médias -dont ceux d'Espagne - se sont mobilisés. Dans tous ces cas là : pas question « d'Etat de droit » ! C'était « la rue » qui devait commander !

Aujourd'hui, les mêmes gouvernements et les mêmes médias se déchainent contre le peuple Catalan : Ces « Irresponsables doivent se plier devant la constitution de la monarchie ! » « Ils doivent respecter sa justice ! ». Le Roi Felipe VI, oui un Roi, chef d'état dynastique de par son sang aristocratique, déclare « en marge de la démocratie »

un gouvernement Catalan, représentant un Parlement élu, soutenu par des millions de citoyens qui manifestent pacifiquement. Un roi, disons-nous, dénonce « la déloyauté inadmissible » de ceux qui organisent un référendum. Quand on pense que la République Française, dont ils sont si fiers, est née d'une révolution et d'un régicide !

En réalité, toute cette bande d'hypocrites a la hantise que les peuples mettent effectivement en pratique leur droit inaliénable à la souveraineté. Les seules « révolutions » qu'ils soutiennent ce sont celles qu'ils contrôlent. On remarquera qu'ils dispensent maintenant très peu d'informations relatives aux pays où les révolutionnaires « colorés » avaient été soutenus par les gouvernements et médias occidentaux. Car, là, les groupes d'extrême droite qui étaient à la pointe de l'agitation ont grandement prospéré et les gouvernements qui ont été portés au pouvoir n'ont absolument rien de démocratique. Nombreuses sont leurs « figures » d'avant-garde qui s'illustrent dans la corruption. Tout cela importe peu aux donneurs d'ordres car l'objectif était de renverser des gouvernements hostiles afin que les pays visés rejoignent la sphère du libéralisme économique (avec toutes les conséquences désastreuses pour les peuples que l'on connaît.)

Quant à nous, nous exprimons notre soutien total au Peuple Catalan et nous affirmons que partout où les peuples reconquièrent leur souveraineté, ils contribuent à l'avancée d'une vraie démocratie et ouvrent la voie à un meilleur futur pour l'humanité.



N° 111 - NOVEMBRE 2017

LA QUESTION DES REPARATIONS EST DEVENUE LE TERRAIN D'UNE LUTTE IDEOLOGIQUE FRONTALE

Nous reproduisons l'intervention de Robert SAE, responsable aux affaires extérieures du CNCP, présentée dans le cadre de la VII^{ème} Assemblée des Peuples de la Caraïbe sur le thème des Réparations.

« Depuis une dizaine d'années le débat sur la question des réparations s'est imposé sur la scène internationale, contraignant les institutions internationales et les gouvernements occidentaux à adopter des stratégies de contournement. Si cette question s'est imposée, c'est grâce au travail de pionniers mené par des minorités de militants souvent qualifiés d'illuminés ou de passéistes – j'ai parlé du Mouvement International pour les Réparations (MIR) qui pendant une vingtaine d'années a développé arguments et manifestations. Il faut saluer ici le travail de ces militants là et surtout tirer la conclusion qu'avec fermeté et détermination, on arrive à faire bouger les lignes y compris au plus haut niveau, au niveau international.

La question des réparations est devenue le terrain d'une guerre idéologique frontale parce qu'elle a ouvert un nouveau front de la lutte pour la transformation du monde.

Constatons qu'aujourd'hui, tout peuple toute minorité qui demande «réparation», voit ses positions dénaturées, caricaturées voire diabolisées. Pourtant, à part le cas des dictatures, toutes les institutions internationales et tous les Etats ont consigné dans leur législation le fait que les auteurs de crimes doivent être punis et leurs victimes indemnisées. Le droit aux réparations n'est pas négociable. D'ailleurs les gouvernements occidentaux le défendent avec acharnement pour certaines communautés ou certaines causes. Par exemple, l'année dernière, des descendants de bourgeois juifs ont été indemnisés pour le vol d'œuvres d'art de leurs parents par les nazis. Quelques années avant des descendants de capitalistes qui avaient investi dans la Russie tsariste ont reçu réparation pour les biens saisis de leurs arrière-arrières parents lors de la Révolution de 1917. On a là l'exemple de l'arrogance et de l'hypocrisie des gouvernements occidentaux.

La question est maintenant de savoir ce qu'il y a à « réparer ».

Il ne s'agit pas seulement d'obtenir des indemnités pour les descendants des victimes de la traite négrière, de l'esclavage ou du génocide des peuples autochtones de notre continent. Il s'agit d'une problématique plus globale : celle des conséquences de la colonisation, de l'exploitation et de la domination coloniale. D'autant plus qu'il y a perpétuation du crime.

Par exemple sur le plan institutionnel : le fait que la Martinique ait été déclarée « Département français » et que toutes les décisions fondamentales sont entre les mains du Préfet français en Martinique n'est-ce pas la perpétuation du crime ? Le fait que les descendants des maîtres esclavagistes, qui avaient été indemnisés, sont encore ceux qui dominent l'économie et qui détiennent les terres, n'est-ce pas la perpétuation du crime ? Le fait que la domination culturelle française produit toujours des drames psychologiques et sociaux et désarticule la vie même du Peuple Martiniquais, n'est-ce pas la perpétuation du crime ?

Au total nous partons du constat que les colonialistes et les impérialistes ont généré un cancer qui ronge toute l'humanité autant que la planète, Autant dire que notre lutte pour la réparation consiste à extirper ce cancer avant qu'il ne soit trop tard pour la rémission.

Qui s'oppose au principe de la Réparation ?

Ce sont les puissances occidentales et les élites petite-bourgeoises qui bénéficient du système. Donc, selon nous, cette lutte pour la réparation participe de notre devoir de sauver l'humanité, toute l'humanité, y compris les peuples dominés dans les pays occidentaux, en redynamisant les valeurs humanistes et écologiques des civilisations non-occidentales et particulièrement celles de la civilisation caribéenne. C'est le sens le plus essentiel que nous donnons au mot « réparation ».

Quelle démarche, quel processus pour les réparations ?

Le premier élément à poser est celui de l'autoréparation. Ce ne sont certainement pas les impérialistes qui vont nous « réparer ». C'est à nous de mener une lutte fondamentale, d'abord contre l'aliénation. Que nous retrouvions la fierté de nous-mêmes, de nos cheveux naturels, de nos habits naturels, de notre alimentation, de notre musique, de tout ce que nous sommes !

Paysans, ouvriers, étudiants, jeunes, nous avons un gros travail à faire pour désaliéner notre élite, ceux qui s'auto appellent « intelligentzia », mais qui pensent « développement » avec l'image du développement occidental ; qui pensent organisation sociale avec la verticalité du monde occidental, avec la suprématie des diplômes, du bien dire, du beau parler. *« Comment ? Ce petit paysan aux pieds nus va me dire comment faire l'agriculture, Il n'est pas passé par le lycée agricole ! »*

Lutte contre l'aliénation, donc ! Lutte pour l'éducation alternative et pour la connaissance de notre histoire ! Lutte pour organiser notre bien-vivre ! Dans tous les domaines, y compris l'économie.

- L'économie ce n'est pas le développement ! -

Forts de cette autoréparation, « Djok » comme on dit chez nous, nous allons mener combat pour une autre forme de réparation, dans les institutions de l'autre, pour exiger l'application du droit international. Pas forcément pour obtenir des indemnités – s'il y en a on les prend- mais avec l'objectif de démystifier la propagande et le paternalisme méprisant des impérialistes occidentaux. Il nous faut désigner les criminels, faire leur procès et exiger réparation, y compris sur le plan financier par l'annulation des dettes illégitimes, la rétrocession des biens spoliés.

Notre défi est de nous accorder sur les objectifs, les démarches, les moyens et les programmes d'action qui nous permettront d'imposer aux criminels qu'ils paient le salaire de leurs crimes. Mais de toute façon, la véritable réparation est indissociable du renversement de la domination capitaliste colonialiste et impérialiste. »

★★★

N° 112 - NOVEMBRE 2017

QUE LES CRIMINELS ET LEURS COMPLICES SOIENT PUNIS !

Les médias occidentaux ont consacré énormément de temps à répercuter et à analyser la détresse des supporters italiens qui ne verront pas leur équipe de foot participer à la finale de la coupe du monde. Il leur est resté bien peu de temps pour commenter leurs « brèves » rapportant la vente d'esclaves en Libye. Cette disproportion dans « l'information » suffit à elle seule à indiquer les contours de leur mission et les véritables desseins de ceux dont ils sont les porte-voix : les multinationales et les gouvernements occidentaux.

Voyez comment a été traitée cette abomination, la vente aux enchères d'êtres humains au XXIème siècle, dans un pays où l'occident a mené une guerre d'agression, aboutissant à l'assassinat du chef d'Etat Mouammar Kadhafi, au prétexte d'aller porter la « démocratie » à la population !

C'est parce qu'ils se savent responsables du chaos qui règne actuellement en Libye*¹ que les gouvernements occidentaux sont restés si discrets et que leurs médias n'ont pratiquement pas relayé les condamnations venant des dirigeants africains.*²

C'est parce qu'ils se savent complices des barbares qui y sévissent*³ qu'ils ne se mobilisent pas pour que leur chère CPI fasse diligence. Une enquête sur les organisateurs du trafic d'êtres humains et sur les sociétés qui achètent la main d'œuvre servile ne s'imposent-elles pas ?

Ceux-là même, qui sont si pressés de répercuter les propos de chaque individu qui bave sur les dirigeants de Cuba ou du Venezuela, si actifs pour exiger des enquêtes, et imposer des sanctions, ne considèrent pas cette cause là comme une priorité. Pire : les autorités françaises ont déclaré « illégale » une manifestation contre l'esclavage moderne et y a répondu par la répression.

Si, sur toute la planète, les afro-descendants ont ressenti dans leur chair l'ignominie qui a cours en Libye, c'est parce que nos ancêtres ont été victimes de la traite et de la déportation, qu'ils ont été soumis à la barbarie esclavagiste, à toutes sortes de tortures, et que leurs biens ont été spoliés. C'est aussi parce que nos peuples subissent aujourd'hui encore les conséquences de cette histoire. Les criminels n'ont pas été punis, les victimes n'ont toujours pas droit à réparation et les rapports de domination n'ont pas disparu.

Mais ce sont tous les humains dignes de ce nom, quelque soit leur ethnie ou leur nationalité, qui devraient s'insurger contre les auteurs et les complices de vente d'esclaves que ce soit en Libye ou ailleurs et, plus largement, contre toute forme de traite d'êtres humains.

Beaucoup reconnaissent aujourd'hui que le sort de la planète se joue avec le changement climatique. Trop peu, hélas, réalisent que le sort de l'humanité, aussi, se joue avec la remise en cause du droit international par les pays impérialistes. Le fascisme, le terrorisme, l'arrivée au pouvoir de despotes décomplexés en sont des conséquences directes.

Les pires exactions sont commises contre les peuples, encouragées par la politique de « deux poids deux mesures » menée par la soi-disant « communauté internationale ». Nous pensons, par exemple aux frères et sœurs Rohingyas qui subissent massacre, viols et tortures, qui sont chassés de leurs villages incendiés*⁴.

Nous repensons à ce que disait Che Guevara : « Surtout, soyez toujours capables de ressentir au plus profond de votre cœur n'importe quelle injustice commise contre n'importe qui, où que ce soit dans le monde. C'est la plus belle qualité d'un révolutionnaire. » Mais, il ne s'agit pas seulement de compatir, il s'agit surtout de se mobiliser pour mettre fin à l'injustice.

En l'occurrence, contre l'abomination de la vente d'esclaves en Libye,

Agissons pour que les criminels et leurs complices soient punis !

**¹ C'était d'ailleurs l'un des objectifs de leurs interventions militaires dans la région. *² Pourquoi les JT n'ont-ils pas relayé massivement les déclarations des présidents de Guinée (Alpha Condé), du Niger (Mahamadou Issoufou), du Sénégal (Macky Sall), du Mali (Ibrahim Boubacar Keïta), etc. *³ L'accord pour empêcher le départ des migrants a conduit à la situation actuelle. *⁴ Le régime militaire Birman responsable des crimes n'est pas traîné devant la CPI et ne subit aucune sanction car, disent les occidentaux, il aurait « entamé une transition vers la démocratie » (sic)*

6 Décembre 2017

LE CNCP INAUGURE

Jik Anbout TV



« Tout comme le journal en ligne Jik Anbout, **Jik Anbout TV** se veut un outil de formation et d'information. Aujourd'hui les Nouvelles techniques d'information et de communication sont, entre les mains des multinationales, des moyens pour maintenir les peuples en esclavage. Mais, il est possible d'en faire une arme formidable pour l'émancipation et la construction d'une alternative au niveau national et international. En créant Jik Anbout TV, le CNCP poursuit son engagement sur ce front là. Ce qui nous amène à préciser ses objectifs. Nous entendons :

- mettre à la disposition de tous les éléments de connaissance permettant de combattre la désinformation et les manipulations venant des médias contrôlés par les classes dominantes.
- répercuter les initiatives et les luttes développées par les peuples.
- favoriser le développement des solidarités entre les peuples
- contribuer à l'échange d'expérience et à un débat serein entre toutes les associations et organisations, tous les militants et toutes les militantes, qui luttent sincèrement pour construire un monde meilleur.

Les rubriques proposées sont les suivantes: actualités, politique, culture, connaissance du monde, initiatives alternatives, luttes populaires, mémoire des peuples, réflexions et débat d'idées.

Notre projet se veut solidaire et nous sommes fondamentalement opposés à la confiscation de l'information et à la marchandisation du savoir. En ce sens, tous ceux qui le souhaitent pourront partager les vidéos de **Jik Anbout TV** ou pourront proposer des sujets pour alimenter les différentes rubriques dans le respect des objectifs que nous avons exposés. »

MACRON : UN PROJET SCÉLÉRAT, UNE GROSSE DOSE D'HYPOCRISIE !

Emmanuel Macron se donne une posture de roitelet, mais derrière l'aristocratie de pacotille, c'est un petit commis des multinationales et des spéculateurs qui se cache. Sa mission c'est de généraliser le libéralisme sauvage pour gonfler les profits de ses mandants capitalistes!

La suppression de la taxe d'habitation illustre parfaitement cet état de fait. En faisant une telle promesse de campagne, le candidat MACRON était évidemment à la pêche aux voix, puisqu'il savait pertinemment que les populations victimes du racket libéral applaudiraient une annonce qui leur promettait d'être soulagées d'un impôt, quel qu'il soit. Emmanuel MACRON manifestait, en même temps, un cynisme éhonté car il savait les conséquences désastreuses qu'aurait cette mesure pour les collectivités locales et pour la majorité de la population, particulièrement pour les plus défavorisés. En effet, sans la taxe d'habitation, les dites collectivités seraient absolument incapables d'accomplir les missions dont elles ont la charge : Elles ont de plus en plus de charges et de moins en moins de moyens financiers du fait de la politique de désengagement de l'Etat. Comment pourraient-elles assumer leurs obligations ? (la construction et l'entretien d'établissements scolaires, les dépenses liées à la voirie, pour ne citer que deux exemples.) Le cynisme atteint son comble quand, après avoir parlé de supprimer la taxe pour 80 % de la population, il déclare que, finalement, si « la taxe est injuste pour ceux-ci, elle l'est donc aussi pour les 20% restant !!! » Autrement dit, les collectivités seraient même privées de la contribution des riches ! (Il faut bien que le roitelet récompense les fortunés qui l'ont dépêché au pouvoir.)

Quelle serait la conséquence d'une telle mesure ? Les conditions de vie de la population iraient en s'empirant et celle-ci en tiendrait les élus locaux pour responsables ! Cela Macron le sait pertinemment. Pourquoi, alors, veut-il supprimer la taxe d'habitation ?

Eh bien, c'est parce qu'il exécute la politique pour laquelle les classes dominantes l'ont porté à la présidence : sa mission est de saboter les services publics, comme cela a déjà été entrepris au niveau de l'Etat, mais aussi d'enlever tout pouvoir d'action aux élus locaux pour permettre que ses amis du secteur privé soient les seuls maîtres du « marché ». Car, quand les collectivités seront devenues défaillantes, le « privé » viendra proposer ses services (grassement payés bien sûr). Et, comme cela se manifeste déjà dans les services de santé, où l'Etat a mis en œuvre la même politique, « sa ki ni lajan ké blèz ko yo, sa ki pa ni lajan ké pran bon fè !* »

* Ceux qui ont les moyens vont vivre à l'aise, ceux qui ne les ont pas vont connaître d'énormes difficultés.



NOS REVES D'AUJOURD'HUI SERONT LES LOIS DE DEMAIN

Il nous plaît de franchir le seuil de l'année 2018, en affichant cet admirable mot d'ordre né en Amérique du Sud à l'occasion de manifestations populaires, pas seulement parce que celui-ci est porteur de confiance pour tous ceux et toutes celles qui luttent pour un monde meilleur mais, surtout, parce qu'il traduit réellement le futur qui nous attend.

Il est bien vrai que règnent dans l'opinion un fort sentiment de désillusion et une totale absence de confiance dans l'avenir. Comme l'expliquait Jean ABAUL*, cela reflète « la représentation du monde qui est donnée par les medias contrôlés et financés par les multinationales. Tous les jours, ce sont les drames qui touchent la planète qui sont mis en avant : catastrophes naturelles, guerre, terrorisme, drames sociaux de toutes sortes. Dans le même temps, ces médias ne font aucun écho, ni aux dynamiques développées par les peuples, ni aux alternatives existantes qui permettent d'espérer un avenir serein. Cela, dans un contexte où la population subit de grandes difficultés au plan économique et assiste au spectacle lamentable offert par la majorité des représentants politiques du système. Comment ne pas avoir une vision apocalyptique de la vie dans ces conditions ? »

Mais dans la réalité, le vieux monde est à l'agonie et les conditions d'une avancée vers une civilisation nouvelle, plus équitable et plus humaine sont en train d'être réunies.

Inévitablement, le système capitaliste implosera du fait de la distorsion existant entre le monde de la spéculation et celui de l'économie réelle. A coup sûr, la montée en force des puissances rivales bousculera l'organisation du pillage mondial par les impérialistes occidentaux.

Les gesticulations xénophobes des occidentaux ne pourront empêcher aux mouvements migratoires internationaux de changer la physionomie du monde.

Face à la « démocratie » frelatée et aux institutions pensées et imposées par la bourgeoisie occidentale, sans cesse plus discréditées par la pratique du « deux poids - deux mesures », la corruption, le non respect du résultat des votes populaires, face à cela, donc, la mobilisation des citoyens continuera à s'amplifier pour conquérir un véritable pouvoir d'action sur leur propre vie, autrement dit, une véritable souveraineté.

La mutation en cours est irréversible.

Car, au-delà des conditions objectives évoquées plus haut, l'idéologie qui sied au monde nouveau s'impose de plus en plus dans les consciences, avec ses dimensions : écologique, antisexiste, participative, etc. Surtout aussi, parce que, derrière la chape de plomb médiatique, les luttes populaires montent en puissance sur toute la planète et affichent des objectifs politiques objectivement révolutionnaires.

Alors oui, Nos rêves d'aujourd'hui seront les lois de demain !

**AMPLIFIONS LES RÉSISTANCES ! CONSOLIDONS LES ALTERNATIVES !
CONSTRUISONS NOTRE BONHEUR !**

L'affrontement devient de plus en plus violent entre le vieux monde et le nouveau.

Les minorités dominantes coupables du pillage, de l'exploitation, des crimes et agressions dont l'humanité est victime, œuvrent à l'instauration de régimes fascistes et préparent un conflit militaire mondial.

Face à elles, enflent les vagues de dévouement et d'amour portées par des militants et militantes qui, dans une perspective révolutionnaire, animent les mouvements politiques, écologistes, féministes, antiracistes.

Refusant le désarroi social généralisé et l'individualisme égoïste, ils sont des millions à construire « l'autre monde possible » :

Ces bénévoles qui manifestent leur solidarité avec les discriminés, les immigrés, les réfugiés et les exclus du système ;

Ces travailleurs et ces travailleuses qui, malgré les effets désastreux des politiques néolibérales, accomplissent leur tâche, avec une humanité exemplaire, dans les secteurs de la santé et de l'éducation, dans l'accompagnement des personnes âgées et dans tant d'autres domaines de la vie quotidienne.

Ce sont ces forces là qui balaieront le vieux monde.



N° 115 - JANVIER 2018

MILITER OUI, MAIS AU SERVICE DE QUELLE CAUSE ?

Il y a quelque chose de remarquable chez tous les militants, de quelque bord qu'ils soient, c'est cette capacité à prendre de leur temps, à faire des sacrifices personnels et financiers pour défendre une cause. Hélas, leur engagement ne se fait pas toujours au service du bien commun et des progrès de l'humanité. Certains sont capables de s'investir énormément pour défendre des intérêts égoïstes au détriment de la majorité de la population.

Soucieux de leurs intérêts de classe, obnubilés par leur égo, mus par des ambitions ou des jalousies mesquines, fanatisés, bestialisés par la cupidité, les haines racistes, religieuses ou xénophobes, ces derniers sont complètement insensibles aux misères et aux détresses que

leurs pratiques provoquent dans la population. Evidemment, l'acharnement de leur engagement ne saurait inspirer aucune sorte de considération.

Mais, qu'en est-il de ces militants et militantes qui ont à coeur de défendre de nobles et justes causes ?

1 - De la responsabilité des militants et militantes du mouvement alternatif

Nombreux sont ceux qui agissent heureusement pour "la sauvegarde de la planète", pour la "défense de la liberté et des droits humains", contre "la misère humaine" et pour "la construction d'un monde nouveau". Cependant, au-delà des certitudes qui peuvent être celles des uns et des autres, beaucoup aussi, s'épuisent dans des actions inefficaces ou, parfois même, qui vont à l'encontre de leurs intentions. Notre responsabilité en tant que militants - si notre objectif est réellement de construire un monde meilleur et équitable - nous impose de faire, en toute humilité, un bilan lucide de notre pratique personnelle et de celle de notre organisation.

Au vu de l'évolution de la situation dans notre pays et au niveau international, face au regain de cruauté et d'agressivité des impérialistes et des multinationales, aux effets dévastateurs de leurs politiques prédatrices sur l'humanité et sur la planète, quel a été et quel est concrètement le bilan notre organisation ? Quel a été et quel est l'impact de notre pratique et de notre comportement personnels sur nos proches, dans notre entourage et en matière de changement social ? Les propositions théoriques, politiques et pratiques que nous défendons font-elles le poids face à la stratégie des impérialistes et des multinationales, ou plus modestement, contribuent-elles effectivement à la dynamique globale de transformation du monde ?

Des réponses lucides et honnêtes à toutes ces questions nous permettront à coup sûr de nous défaire de nos suffisances, de pallier nos insuffisances, de mettre en œuvre des pratiques plus conformes à nos intentions et donc de contribuer vraiment à l'avènement d'un monde nouveau.

2 - Les belles intentions et le poids des actions

Certains, portés par leur foi, leurs certitudes ou leur enthousiasme, ne se soucient pas d'évaluer l'impact de leur engagement sur la réalité. Transformer la réalité et améliorer la vie du peuple ne se mesure pas à l'aune des intentions et des déclarations mais au résultat concret de nos actions.

Nombre de militantes et de militants - en particulier dans les organisations politiques se considérant comme « l'avant-garde » - n'attribuent de valeur qu'aux seules actions pensées ou menées par eux-mêmes, sans réaliser les limites de celles-ci du point de vue quantitatif, voir qualitatif.

Si on a pleine conscience de la puissance et de la férocité des classes dominantes qui entendent perpétuer par tous les moyens leur hégémonie prédatrice et destructrice, on

comprend aisément que la transformation du monde ne sera possible qu'avec la confluence des initiatives et des actions de tous ceux qui, au quotidien, agissent sincèrement et concrètement dans cette perspective.

De ce point de vue, les militants d'associations caritatives religieuses ou pas, les bénévoles qui s'investissent dans les associations écologistes, culturelles ou sportives, les personnes qui aident leurs proches, leurs voisins, (etc.) participent tous, également, à la transformation révolutionnaire du monde^(*).

() Bien évidemment, nous ne parlons pas des « loups déguisés en agneau » - gourous, politiciens, individus hypocrites de tout acabit - dont l'objectif inavoué est d'asservir les personnes « aidées ». Nous ne parlons pas non plus des réactionnaires aisés, fervents défenseurs du système, qui se parent de l'alibi de la « charité » pour se donner bonne conscience*

★★★

N° 116 - FEVRIER 2018

LE « REGIME FRANÇAIS » EST COUPABLE DE CRIME CONTRE L'HUMANITE »

Pendant que la diplomatie française se veut à la pointe de l'offensive pour enquêter sur un soupçonné empoisonnement par armes chimiques de civils en Syrie et pour imposer des sanctions préventives aux dirigeants de ce pays, les bonnes consciences se taisent dans le « régime » de Macron quant à ses propres crimes.

Pourtant, il y a bien crime contre l'humanité quand les autorités françaises autorisent, pendant plusieurs années, l'épandage massif d'un agent cancérigène et perturbateur endocrinien dans ses colonies. C'est en toute connaissance de la dangerosité du poison chlordécone et pour servir les intérêts des gros capitalistes du cru, que le régime français a décidé de déverser sur la population civile de Martinique un produit interdit dans son propre pays tout comme aux USA.

Ces dernières semaines, l'affaire qu'il avait voulu étouffer avec quelques mesures de camouflage, est revenue avec fracas dans l'actualité grâce, entre autre, à un documentaire de la journaliste Cécile Marre. Chacun y va de sa dénonciation, exigeant que la question soit traitée sérieusement et au plus haut niveau. La principale préoccupation de certains étant, hélas, de faire reconnaître la datation de sa dénonciation ou de prendre le leadership de la contestation ! Comme si cela était l'essentiel !

A cet égard, il serait de bon ton que tous reconnaissent que l'interdiction des produits incriminés était l'une des principales revendications des ouvriers agricoles lors de la grande grève de Janvier Février...1974 !

L'important, selon nous, est que tous et toutes prennent conscience de la nécessité que tout notre peuple fasse bloc pour exiger que le crime soit reconnu et qu'il soit mis fin à l'arrogance de ses auteurs. Les coupables de ce qui est bien un crime contre l'humanité doivent être contrains à le réparer.

Exigeons ensemble la déclaration de l'urgence sanitaire, des mesures pour un dépistage généralisé, la gratuité des soins pour les personnes victimes de maladies liées à l'épandage du poison chlordécone, la dépollution des sols et l'indemnisation des victimes y compris des petits agriculteurs, des marins pêcheurs soumis à des interdictions d'exercer dans les secteurs reconnus contaminés

★★★

N° 117 - FEVRIER 2018

QUI SONT LES PIRES TUEURS EN SÉRIE ?

Le 14 février dernier, armé d'un AR-15, le fusil semi-automatique le plus vendu aux USA, un ancien élève a ouvert le feu dans un établissement scolaire de Parkland, en Floride, faisant 17 morts et une dizaine de blessés. Des jeunes Etatsuniens, à l'initiative des survivants de la fusillade, très actifs sur les réseaux sociaux sous la bannière NeverAgain ("Plus jamais"), ont lancé un important mouvement pour faire changer la loi qui permet à n'importe quel désaxé de posséder des armes de guerre et pour faire cesser les tueries de masse. Une fois de plus, le lobby de la NRA (National Rifle Association) étale toute sa puissance pour écraser la contestation et discréditer cette mobilisation qualifié de «politisation honteuse».

Puisqu'on qualifie de « tueurs en série », de « serial killers », « *un criminel auteur d'homicides qu'il réitère dans le temps* », sans hésitation, on peut attribuer ce label aux criminels qui sont aux commandes de la NRA. En faisant obstacle à toute politique de contrôle sur la vente et la circulation des armes à feu, y compris des armes de guerre, Ils sont manifestement responsables des assassinats qui déciment la population Etatsunienne. Les chiffres méritent d'être rappelés.

Depuis le début de cette année, les sites spécialisés ont recensé 346 événements de ce type aux USA. «Gun Violence Archive », par exemple, a décompté 30 fusillades de masse depuis le 1er janvier qui ont fait au total 58 morts et 124 blessés. Au-delà de celles-ci, le site dénombre 6 575 faits, qui ont tué 1 827 personnes (dont 69 enfants) et en ont blessé 3 144 autres.

Aux USA, entre 2000 et 2008, 272 590 personnes sont mortes à la suite de blessures par armes à feu (En moyenne, 30 288 personnes par an) et 617 488 personnes ont été victimes de blessures (soit environ 68 610 personnes par an)*.

Selon le Centre de recherche national de sondage (NORC) de l'Université de Chicago, Presque 300 millions d'armes à feu (pour 315 millions d'habitants) sont détenues par des particuliers aux Etats-Unis. C'est un record mondial !

Ainsi, plus encore que les psychopathes et à une échelle massive, même s'ils n'appuient pas eux-mêmes sur la gâchette, ce sont les criminels de la NRA les plus dangereux tueurs en série.

**source : banque de données WISQARS du Centre américain pour la prévention et le contrôle des maladies et du Centre national pour la prévention et le contrôle des blessures, cité par le Violence Policy Center (VPC)*

N° 117 -

LEUR PATRIMOINE ET LE NÔTRE

Après que la statue de l'impératrice Joséphine ait été décapitée à Fort de France, il y a plusieurs années, voilà que son buste a été attaqué au Domaine de la Pagerie.



Quelques responsables politiques ont vertement dénoncé le « vandalisme » des coupables et annoncé d'implacables représailles, au nom du respect de l'histoire et de la défense du patrimoine.

Une fois de plus se pose la question du sort qui doit être réservé aux monuments glorifiant le passé colonial. S'offusquer et diaboliser ceux qui ont fait une telle action ne saurait contribuer à enrichir la réflexion. Les postures masquant ici un affrontement

idéologique relatif au rôle de l'histoire dans la lutte des classes. Nous serions, d'ailleurs, curieux d'entendre la position des censeurs quant au déboulonnage des statues de personnages historiques tels que Lénine, dirigeant de la Révolution Bolchévique, Staline qui a contribué à la victoire sur les nazis, ou Saddam Hussein, dont l'agression occidentale a provoqué la chute. Les défenseurs intégristes du patrimoine historique déplorent-ils que les statues du Maréchal Pétain ne trônent pas au cœur de Paris ? Condamnent-ils le combat mené aujourd'hui en Espagne par les familles et les associations qui, en mémoire de dizaines de milliers de victimes de torture et d'assassinats, exigent la destruction des monuments et autres croix érigés à la gloire du dictateur Franco et de ses sbires ?

L'argument consistant à dire que, pour éduquer les nouvelles générations il faudrait laisser intacts le nom des rues, les statues et monuments installés par les oppresseurs en accompagnant ceux-ci de plaques explicatives dénonçant les abus, est tout à fait recevable. Des questions se posent alors : Dans combien de cas cette pieuse idée a-t-elle été mise en pratique par ceux qui sont à la tête des institutions ? Quelles dispositions ont été arrêtées pour mettre fin IMMEDIATEMENT à l'injure permanente et omniprésente faite à la mémoire des peuples ? Va-t-on ajouter au drapeau à quatre serpents un bandeau signalant « fanion esclavagiste » ?

On réalise bien que posture et hypocrisie masquent ici les positionnements idéologiques. Le comble est atteint quand, pour dénoncer les personnes qui ont « vandalisé » la statue de l'impératrice Joséphine, on utilise l'argument de la transformation d'un camp de concentration en musée à vocation pédagogique.

La première situation concerne un pays où les nazis ont été battus et dans lequel les camps sont maintenus pour démontrer la barbarie des bourreaux ; la deuxième, un pays colonisé où les oppresseurs imposent partout leur histoire, leurs statues, leurs symboles et dans lequel des personnes s'attaquent à l'un de ces derniers pour manifester leur opposition. On peut ne pas approuver leur choix, mais de là à les traiter de vandales, surtout quand par le passé on s'est dit révolutionnaire, cela indique qu'une barrière a été franchie.

Libre, donc, aux assimilationnistes, aux conservateurs et aux transfuges de défendre « leur » patrimoine. Nous restons, quant à nous, fidèles à la lutte pour la valorisation de « notre » patrimoine. Les rues honorant les criminels doivent être débaptisées et laisser place au nom de nos héros et héroïnes ! Les statues glorifiant le passé colonial, qu'elles soient sur des places publiques ou transférées dans des musées, doivent être accompagnées SANS DELAI, de commentaires circonstanciés. Tant que ce ne sera pas le cas, nous refusons de hurler avec les loups.



GRAND RIVIERE ET PRECHEUR RAPPELLENT L'URGENCE D'UNE POLITIQUE DE PREVENTION

Depuis deux mois, ce sont plus de 200 lahars qui ont affecté la commune du Prêcheur. Ces coulées de boues volcaniques engorgent la principale rivière et provoquent des dégâts dans les quartiers riverains. Régulièrement alertés par les sirènes, des habitants sont appelés à évacuer leur domicile. Bien sûr les conséquences sont lourdes sur le plan économique.

Quant à Grand Rivière, connue pour être souvent isolée à cause des éboulements coupant la seule route d'accès à la commune, les dernières inondations et coulées de boue ont atteint les habitations. Elles ont aussi eu pour conséquence de perturber gravement la distribution d'eau.

Ces situations nous rappellent que notre pays est un espace soumis à toutes sortes de risques majeurs (Séisme, volcanisme, cyclones, inondations, sécheresse, etc.) et que, pour l'essentiel, il n'est pas préparé à en affronter les conséquences prévisibles. Les autorités Françaises et le personnel politique qui les relaient chez nous, englués dans leurs conceptions libérales, ne risquent pas de s'engager dans une politique globale de prévention !

Lors de l'Assemblée Plénière de la CTM des 1^{er} et 2 mars, consacrée aux orientations budgétaires, on a pu constater, qu'une fois de plus, ont prévalu des réflexions à courte-vue et des conceptions libérales. Les uns n'ayant pour boussole que les réductions budgétaires, les autres s'arrimant à leurs rengaines traditionnelles relatives au développement, tous continuant à dire que les efforts doivent porter principalement sur le développement du secteur touristique et la mise en œuvre de la transition numérique !

Il n'est pourtant pas difficile de comprendre que Les retombées du tourisme resteront toujours incertaines avec la récurrence des catastrophes climatiques, l'érosion des côtes, le phénomène des sargasses et les prix monopolistiques qui nous sont imposés. On sait aussi que Les « investisseurs » se défilent dans les moments difficiles et que les profits ne sont pas redistribués équitablement dans les périodes fastes. Quant au numérique, sans à aucun moment douter des progrès qu'il rend possible, il ne faudrait absolument pas sous-estimer la fragilité de ce secteur pas plus que les dépendances technologiques et financières qu'il implique.

Pour notre part, nous considérons que la priorité des priorités consiste à jeter les bases du développement endogène et autocentré de notre pays. Cela n'est envisageable que dans le cadre d'une politique globale concernant un aménagement responsable du territoire, la promotion de l'autosuffisance alimentaire, la refondation du contenu de l'enseignement, des formations initiale et continue, la mobilisation des populations dans des programmes de prévention. Contrairement à ce que prétendent les adeptes du

libéralisme, seule une telle politique peut créer massivement des emplois, garantir une richesse mieux partagée tout en nous préparant à affronter au mieux les risques majeurs. A cet égard, la politique menée par la municipalité du Prêcheur a le mérite de montrer la voie.

Mais la possibilité que cette politique soit appliquée de façon significative à l'échelle nationale implique que nous disposions d'un réel pouvoir politique. C'est précisément là que se pose la contradiction entre les partisans de l'alternance qui ne remettent pas en cause la domination coloniale et ceux qui luttent pour construire l'alternative dans une perspective de Libération Nationale.



N°119 - MARS 2018

L'ARBRE A BESOIN DE TOUTES SES RACINES POUR GRANDIR

Comme prévu, le samedi 24 Mars dernier, le « Collectif contre l'empoisonnement du Peuple Martiniquais » a mené ses premières actions publiques : un forum social précédé d'une marche. Celle-ci, partie de la statue du Nèg Mawon pour aboutir à la Mairie a regroupé 500 personnes dont beaucoup de jeunes. Cette première manifestation a été une réussite. Pourtant, le long du parcours, certains manifestants exprimaient leurs regrets qu'il n'y ait pas 5000 personnes dans la rue pour défendre une cause si importante. Ils insistaient, entre autre, sur le fait que les cancers et autres dégâts sanitaires liés à l'utilisation des produits toxiques concernent toute la population. Quelques uns ont stigmatisé l'« inconscience », la « démission » ou le « je m-en-foutisme » du peuple Martiniquais.

Ce type de commentaires s'entend assez régulièrement à l'occasion de mobilisations initiées par des organisations populaires. Ils viennent de militants déterminés, déçus parce que le nombre de manifestants ne correspond pas à leur attente. Ces militants ne réalisent, hélas, pas que, parce qu'ils contribuent à la démoralisation des troupes et alimentent la mentalité d'autodénigrement, leurs propos vont à l'encontre de leur réel désir de faire avancer la lutte. Pour rassembler les forces qui nous permettront d'atteindre victorieusement nos objectifs, il est indispensable de nous débarrasser des réactions subjectives et des postures de juge pour analyser les situations en profondeur.

Comprenons d'abord que le nombre de manifestants dans les rues ne reflète pas mécaniquement le niveau de conscience du peuple. De très nombreux facteurs peuvent expliquer les difficultés à se mobiliser.

- En premier lieu, les situations de souffrance et les contraintes économiques que connaît une large majorité de nos compatriotes.

- En second lieu, la méconnaissance par beaucoup des causes premières des problèmes et des moyens de résoudre ceux-ci. A cet égard, nous ne devons pas surestimer le travail d'explication déjà fait par les militants et encore moins sous-estimer la puissance de désinformation de l'ennemi.

(Par exemple pour diaboliser les organisations appelant à manifester).

- Parmi ceux qui sont conscients et déterminés à lutter, beaucoup ne croient plus, pour des raisons respectables, en l'efficacité des protestations de rue.

Parce qu'elle a l'avantage de la visibilité, beaucoup font de la manifestation de rue le principal thermomètre permettant de prendre la température de la lutte et cela peut fausser leur perception. Il n'y a pas lieu d'établir de hiérarchie de valeur dans les formes d'engagement et d'action militante. De nombreuses personnes qui n'ont jamais mis les pieds dans une manifestation ont une pratique absolument salutaire pour la défense des grandes causes.

La perception est également faussée par le fait que l'on évalue la manifestation - pour laquelle la non présence du peuple est critiquée - en évacuant de l'analyse toutes les autres manifestations qui se tiennent au même moment, pour des causes également importantes ou, encore, en ne prenant pas en compte les priorités familiales, professionnelles ou autres propres aux individus. (On est beaucoup plus compréhensif quand il s'agit de soi-même).

Oui, il est légitime de rêver à de puissantes mobilisations de masse (qui ne seraient pas des feux de paille). Mais celles-ci surgiront quand les conditions objectives et subjectives seront réunies, particulièrement, la compréhension des enjeux et des objectifs, la préparation logistique et l'impulsion par un « Etat Major » suffisamment représentatif du mouvement populaire. Ce qui est essentiel, pour l'heure, c'est que chacun et chacune, à son poste et aux conditions qui lui sont possible, porte sa contribution à notre lutte commune.

Car ce sont toutes les racines qui permettent à la sève de nourrir l'arbre.

★★★

DECLARATIONS

CONTRIBUTIONS

INTERVENTIONS

POUR QUE L'ARBRE NE CACHE PAS LA FORET !

Le 24 avril 2017

Analyse des résultats du premier tour des élections Présidentielles Françaises

39,98 % de votants pour ce premier tour des élections présidentielles françaises. Ce chiffre, à lui seul, suffit à prouver que la situation politique en Martinique n'a rien de comparable avec celle qui prévaut en France. Certains, dans leur volonté systématique de dénigrer notre peuple, donnent un écho démesuré au score de Marine LEPEN. Quoi donc ? Les Martiniquais s'abstiennent à 60,02 % ; sur la minorité de votants restant, 10,94 % votent pour le FN, alors, qu'en France celui-ci obtient 21,53 % des suffrages. On sait l'importance du nombre de français « expatriés », incluant les forces de répression (dont beaucoup ne cachent pas leur idéologie raciste et colonialiste) qui participent au scrutin. Et l'on voudrait culpabiliser « le Peuple Martiniquais » ! A ce propos, il faut relever que, sur WhatsApp, certains irresponsables persistent dans une basse besogne de division et d'autodénigrement. Dans la lâcheté de l'anonymat, ils s'attaquent à « Nou Pèp La » au prétexte que ce serait dans la commune du Prêcheur que Marine LEPEN a atteint son record de voix. Ils portent, ainsi, de l'eau au moulin de la désinformation orchestrée par les propagandistes de l'occident. Analphabétisme politique ou instinct viscéral de destruction ? Au Prêcheur, 66 % de nos compatriotes se sont abstenus et sur la minorité de votants, 75 % se sont exprimés contre Marine Lepen ! Ce ne sont que 7,58 % des inscrits qui ont voté pour elle. Avec un minimum de réflexion, on comprend bien qu'il y a là une sombre manœuvre pour discréditer une municipalité porteuse de l'alternative. La responsabilité du vote pour Marine LEPEN n'incomberaient-elle pas plutôt à ceux qui propagent dans l'opinion l'idée que la solution aux problèmes ne peut venir que de leaders « charismatiques » ?

Quant à ceux qui sabrent le champagne pour fêter la performance des Macron et Lepen (en France !), ils devraient s'interroger sur le fait qu'en Martinique, les candidats dénonçant effectivement le système, les politiques d'austérité et la barbarie de l'Union Européenne totalisent 32,37 % des suffrages exprimés. (Mélenchon 27,36 % – arrivé en tête – ; Poutou : 2,95 ; Arthaud : 2,06 %.)

Il n'est plus temps de se laisser manipuler par des analyses à l'emporte pièce. Il faut, d'abord combattre cette profonde aliénation qui pousse à croire que c'est un individu qui est capable de proposer un programme et de mettre en œuvre des solutions. La présidentielle n'est absolument pas, comme on le prétend, « la rencontre d'un homme avec les Français ». Ce sont les poulains désignés par les maîtres du système qui sont promotionnés et portés au pouvoir. A cet égard, les présentes élections sont tout à fait significatives. Face au rejet grandissant de la classe politique et des partis représentant les classes dominantes, il fallait « blanchir » le système. Alors, la bourgeoisie a lancé son Macron. Aucune autre marque de lessive de par le monde n'a jamais bénéficié d'une campagne publicitaire aussi massive et indécente. ». Oubliée la règle de « l'équité » dans l'audiovisuel, au nom de laquelle on censure les « petits candidats » ! Une pléiade de

journalistes, d'économistes et de commentateurs sont, sans discontinuer, venus chanter les louanges d'un « Macron-anti-système » d'un « Macron- incarnation-du-renouveau » !

Affabulation ! Arrivé au sommet de l'état, celui qui a servi les banques, qui a été porteur d'une loi de saccage social en tant que ministre de François Hollande, dont le mouvement s'appuie sur la même base de classe, les mêmes soutiens politiques, financiers et médiatiques, le même fonctionnement organisationnel que toute la classe politique bourgeoise traditionnelle, n'est qu'un avatar du système. 39 ans nous dit-on ? Ni le jeune âge, ni le sexe ne sont en-soi un gage de changement ou de renouveau.

Pa ba nou bwè dlo mousach pou lèt !

Seuls sont porteurs d'un véritable changement ceux qui combattent explicitement la politique néolibérale, qui prennent le contre-pied de la pseudo-démocratie représentative bourgeoise et qui luttent pour éradiquer le système capitaliste.

Qu'on ne vienne pas nous parler ici de « Front Republicain » ! La bourgeoisie a déjà fait le coup en 2002. Quel a été le résultat du vote pour Chirac ? Sous sa Présidence et sous celle de ses successeurs, Sarkozy et Hollande, le rouleau compresseur du capitalisme a continué à écraser toutes les conquêtes sociales, le peuple Français et nos peuples colonisés ont vu leur situation empirer et le Front National est passé de 17,79 % en 2002 à 21,7% aujourd'hui ! C'est précisément la politique menée par les « partis de gouvernement » qui nourrit le monstre fasciste, et nombreux sont les dirigeants « républicains » ou « socio-démocrates qui tiennent des propos qui n'ont rien à envier au Front National. Quel dessin faudrait-il faire pour expliquer que nous ne devons pas céder à leur chantage démagogique ? Depuis la loi d'assimilation de 1946, qui a fait de notre pays un « département français » neuf Présidents de tous acabits se sont relayés à la tête de leur République. Voyez dans quelle situation nous nous trouvons aujourd'hui ! Et certains en sont encore à se justifier du fait que les Martiniquais s'écartent des chemins tracés par les dirigeants politiques français. Ceux qui persistent à danser sur la cadence de la vie politique et des échéances électorales de la France impérialiste ne font qu'animer « le carnaval des autres ».

Pour que nous puissions enfin prétendre à une vie meilleure, il faut complètement changer la donne. Notre mission est de travailler à l'union et à l'organisation de notre peuple afin qu'il participe pleinement à la dynamique des luttes populaires qui, sur tous les continents, sonnent le glas de la domination impérialiste des occidentaux, d'un libéralisme barbare et mortifère et qui jettent les bases d'une société alternative, porteuse de justice, d'équité et d'émancipation. Nous ne devons, donc, avoir aucun complexe à renvoyer dos à dos les agents du système capitaliste et tous les porte-voix de l'état colonial. L'important, aujourd'hui, est de consolider le mouvement de non-participation à ces élections présidentielles françaises afin que les colonialistes ne puissent se prévaloir d'aucune légitimité pour nous imposer quelque politique que ce soit. Ainsi, se manifesterait clairement notre exigence que les intérêts spécifiques de notre pays et de notre peuple soient pris en considération.

Pour le CNCP :

Le Président, Jean ABAUL

Le Porte – Parole, Alain LIMERY

CE QUI RESTE ESSENTIEL !

Le 07 mai 2017

Observons les résultats du deuxième tour des élections présidentielles dans notre Martinique.

Inscrits	Abstention	blancs et nuls	Marine LEPEN	Emmanuel MACRON
310.673	154.539	12.716 + 8.916 = 21.632	30.195	104.307
100 %	49,74 %	6,96 % des inscrits	9,72 % des inscrits	33,57 % des inscrits

Ainsi donc, 56,70 % des inscrits ont résisté à l'offensive massive menée pour culpabiliser ceux des électeurs qui refusaient de choisir entre la peste et le choléra. Ils ne se sont pas laissé impressionner par les censeurs qui exigeaient que tous se soumettent aux règles d'une pseudo-démocratie improprement qualifiée de « représentative ». En tout cas, le nouveau président Français ne pourra pas prétendre que sa politique aura été légitimée par la majorité des électeurs Martiniquais, d'autant plus que beaucoup ont déclaré voter pour lui uniquement pour combattre le danger Front National.

Il faut tout de même relever que, ces dernières semaines, une fois de plus, par le matraquage et la dramatisation, les maîtres du système ont pu hypnotiser une bonne partie de l'opinion et la faire vivre au rythme de leur échancier électoral. Le rouleau compresseur de leur propagande a encore tout fait pour conditionner les électeurs, promotionnant à outrance ceux dont ils avaient planifié l'arrivée aux commandes leur prêtant des vertus exceptionnelles et des pouvoirs magiques. Comme si l'évolution de la société pouvait dépendre d'un individu ou d'un programme de promesses électorales agité par un parti politique !

Quoi qu'il en soit le résultat des manœuvres est là : Individu pratiquement inconnu il y a quelques mois, Emmanuel Macron, qui a fait ses armes à la banque Rothschild, porteur d'une loi de saccage social en tant que ministre, tapageusement promotionné par les économistes et les médias du système, a donc été installé aux commandes de l'Etat français. L'objectif des mystificateurs étant atteint, le cours habituel des choses se poursuit. Ceux qui détiennent la réalité du pouvoir - les

banques, les multinationales, les lobbies, etc. - par le biais d'institutions dont les dirigeants ne sont pas élus par le peuple, continueront à imposer leur loi et à renforcer leur fascisme planétaire.

On verra bien, alors, si les conseillers es-politiques et les directeurs de conscience qui, en meute, prétendaient donner des leçons de citoyenneté et des consignes impératives de vote seront aussi bavards et actifs dans les actions de lutte contre le saccage social et les atteintes aux libertés que ne manqueront pas de perpétrer ceux dont ils ont avalisé l'élection ou, au contraire, si leur forfait accompli, ils reprendront le cours habituel de leur vie égoïste et non-citoyenne!

Pour notre part, contre ceux qui s'acharnent à occulter le rôle décisif des luttes populaires dans l'avancée de l'humanité, nous réaffirmons que ce qui reste essentiel, c'est le travail de conscientisation et d'organisation de notre peuple, le renforcement des mobilisations pour la défense de ses droits et de ses intérêts, la lutte pour l'éradication du système capitaliste, colonialiste et impérialiste, la construction par nous mêmes des alternatives qui ouvrent la voie à une transformation valable de la société.

Pour le CNCP :

Le Président Jean ABAUL

Le Porte – Parole, Alain LIMERY

ASSEMBLEE GENERALE DES COMITES POPULAIRES

26 – 27 AOUT 2017

INTERVENTION DE JEAN ABAUL PRÉSIDENT DU CNCP

Je commencerai mon intervention en reprenant des phrases qu'on entend souvent dans la population :

“Adan ki kalté la vi nou yé-a?” “koté nou ka alé?” “Nou asou la fen dé tan!”. Ces paroles expriment la détresse dans laquelle se trouvent beaucoup de nos compatriotes mais elles reflètent aussi la représentation du monde qui est donnée par les medias contrôlés et financés par les multinationales. Tous les jours, ce sont les drames qui touchent la planète qui sont mis en avant: catastrophes naturelles, guerre, terrorisme, drames sociaux de toutes sortes. Dans le même temps, ces médias ne font aucun écho, ni aux dynamiques développées par les peuples, ni aux alternatives existantes qui permettent d'espérer un avenir serein. Cela, dans un contexte où la population subit de grandes difficultés au plan économique et assiste au spectacle lamentable offert par la majorité des représentants politiques du système. Comment ne pas avoir une vision apocalyptique de la vie dans ces conditions ?

Cependant, nous constatons que malgré son regard pessimiste sur la réalité, la majorité de notre peuple n'accepte pas la fatalité. Dans la vie quotidienne, il résiste et fait preuve d'une grande créativité pour survivre.

Quant à nous, nous avons confiance en la capacité de nos compatriotes à surmonter les défis et à construire un pays dans lequel nous pourrions mieux vivre. Nous voulons surtout convaincre chacun et chacune, que tous les phénomènes dramatiques auxquels nous assistons ne signifient pas que nous soyons arrivés à la fin des temps. Nous vivons au contraire une période de mutation dans laquelle s'affrontent, d'un côté, un monde pourri, une civilisation décadente, un système économique destructeur et, de l'autre côté, un monde nouveau, une civilisation qui met au centre de ses préoccupations le Bonheur des êtres vivants, une société qui veut s'appuyer sur le partage, la justice et l'équité.

Il est vrai que la confrontation entre les forces du passé et celles de l'avenir fait peser sur notre monde des menaces d'une gravité extrême.

Les pays impérialistes ont compris que leur hégémonie est menacée par l'essor des puissances rivales et par la montée en puissance des résistances populaires sur toute la planète. Ils ont redoublé d'agressivité et usent des pires méthodes pour tenter de maintenir leur domination :

- Remise en cause des législations nationales et du droit international, lois extra-territoriales, instrumentalisation de la Cour Pénale Internationale;
- Réappropriation des territoires des anciennes colonies,
- Collusion avec les dictateurs et les terroristes.
- Coups d'Etats parlementaires (comme au Brésil),
- Subversion violente (comme au Venezuela-).

Ajoutons à ce sombre tableau que le risque d'un conflit militaire généralisé est loin d'être exclus. Il suffit de constater la forte augmentation des dépenses militaires dans le monde, le déploiement des forces et les manœuvres militaires de grande envergure qui se multiplient.

Nous ne sommes pas non plus à l'abri de nouvelles aventures fascistes. Face aux risques de résistance populaire, les gouvernements capitalistes occidentaux multiplient les législations visant à limiter les libertés individuelles et collectives. Ils prennent pour prétexte la lutte contre le terrorisme alors que ce sont eux mêmes qui nourrissent celui-ci.

Enfin, pour renforcer l'exploitation des travailleurs et le pillage des peuples, ils attaquent la démocratie et la souveraineté des Etats de manière frontale. (comme l'a montré le cas de la Grèce).

Frères et sœurs, camarades,

Si nous insistons sur la question internationale c'est pour que nous réalisons tous l'importance des enjeux et les marges de manœuvres dont nous disposons.

La lutte de notre peuple pour la décolonisation et pour l'émancipation est partie intégrante d'une lutte plus globale que mène l'humanité pour se débarrasser d'un système international mortifère qui a fait son temps et pour construire une alternative lui garantissant la sécurité et le mieux-vivre.

L'ennemi est puissant et très organisé. C'est en renforçant la solidarité entre les peuples et en globalisant les résistances que nous serons en mesure de le vaincre.

C'est pour cela que nous devons combattre sans concession toute forme de xénophobie et de chauvinisme. C'est pour cela que nous devons être profondément solidaires des migrants qui risquent leur vie pour fuir la misère et la guerre, pour que leur dignité soit respectée.

C'est pour cela que nous devons être aux côtés de tous les autres peuples dominés pour lutter contre les traités dits de "libre échange, les plans d'austérité, les dettes illégitimes, l'anachronisme du franc colonial, les agressions militaires étrangères, bref contre toutes les manifestations de la domination impérialiste.

C'est pour cela que nous devons exiger réparation de tous les crimes contre l'humanité.

L'humanité ne pourra surmonter les défis liés au changement climatique, aux crises économiques et sociales, au terrorisme et aux risques de guerre, sans un engagement

solidaire de tous les peuples. Sa survie réside dans notre capacité à “chercher l’homme partout où il se trouve” comme disait Frantz FANON et à faire fructifier ensemble notre patrimoine commun.

Comprenons bien que la “globalisation des luttes” ne se cantonne pas à la signature de déclarations communes ou de communiqués de soutien. Il s’agit concrètement de coordonner les luttes revendicatives et les pratiques alternatives dans tous les domaines. A cet égard, nous accordons une importance toute particulière au développement des initiatives alternatives qui contribuent à notre intégration dans notre environnement naturel, la caraïbe et l’Amérique centrale.

Frères et sœurs, camarades,

Face à la gravité de la situation, l’heure n’est plus aux tergiversations, aux faux-semblants ou au double jeu. Chacun doit choisir son camp!

Nous au CNCP, nous avons choisi de rester fidèles à notre ligne révolutionnaire.

Vous aurez remarqué que dans notre pays, il reste encore très peu d’organisations à parler de décolonisation, d’anti-impérialisme, d’indépendance et de révolution. Nombreux sont ceux qui sont rentrés dans les rangs, bien installés dans le système en place et qui s’épanouissent dans leur costume d’élus de la République.

Pendant que la dictature de la finance et le fascisme continuent d’étendre leurs tentacules, les sociaux-démocrates et les nouveaux adeptes du moratoire, les acteurs de l’alliance avec “Les Républicains” cherchent à persuader nos compatriotes que les colonialistes français accepteront de prendre en compte nos “spécificités” et nous accompagneront sur la voie de l’émancipation, ou encore, que les profiteurs du système accepteront de mettre fin à l’exploitation dans le cadre d’une coopération loyale.

Mais le plus grave, c’est que, ne dénonçant plus le colonialisme, ces néo-assimilationnistes montrent un acharnement particulier contre ceux qui continuent à se battre sur les fronts qu’ils ont désertés.

L’avenir nous dira ce que cette pratique leur aura porté !

Pour notre part, nous sommes convaincus, plus que jamais, de la nécessité de mener la lutte pour la décolonisation et contre la sauvagerie du libéralisme. Nous sommes aussi convaincus que pour atteindre nos objectifs de libération et d’émancipation, nous devons satisfaire trois exigences fondamentales :

- La première, c’est de tout baser sur l’unité et sur la mobilisation consciente de notre peuple.

Face aux colonialistes et aux profiteurs, nous avons besoin d’unir toutes nos forces. D’autre part, notre mieux-vivre ne pourra résulter que d’une construction collective par l’ensemble de notre peuple. Nous croyons en la puissance de la pensée collective et plurielle.

Bien sûr, nous ne sommes pas naïfs et nous savons que la confrontation entre les classes sociales ne disparaîtra pas magiquement; nous n’ignorons pas que les méfaits de

l'idéologie dominante continueront longtemps à se faire sentir dans la population. Mais, nous savons aussi que, dans leur écrasante majorité, nos compatriotes sont conscients du fait que nous ne pourrons aller de l'avant qu'à la condition de surmonter les divisions politiciennes et stériles.

- La seconde exigence est de penser toutes nos actions dans le cadre d'une stratégie globale.

Cette stratégie globale doit combiner la résistance aux attaques de nos ennemis avec la construction d'alternatives sur les plans politiques, économiques, éducatifs, culturels, etc. Ce qu'au CNCP nous appelons des contre-pouvoirs.

- La troisième exigence, et je considère celle là comme essentielle, c'est la nécessité de nous débarrasser de toute forme d'aliénation.

Une grande partie de notre "élite", anticolonialistes compris, a été formatée par la culture bourgeoise occidentale. Pour beaucoup, les postures et les méthodes de luttes politiques relèvent du mimétisme. Le résultat c'est qu'ils ne font que reproduire et conforter le système.

Il nous faut oser penser et agir par nous mêmes, nous appuyer sur nos valeurs culturelles pour porter des réponses novatrices aux questions fondamentales;

En clair, pratiquons le marronage intellectuel !

Pour terminer mon exposé, je voudrais insister sur cette idée que nous voulons un changement radical de la société, pas simplement pour améliorer nos conditions de vie, mais surtout parce que nous voulons porter notre contribution au progrès de l'humanité. Nous ne saurions être heureux tant que des millions d'être humains connaîtront la faim, la misère et l'oppression dans le reste du monde. Je repense à ces mots de Che GUEVARA: "Surtout soyez toujours capable de ressentir au plus profond de votre cœur n'importe quelle injustice commise contre n'importe qui, où que se soit dans le monde, c'est la plus belle qualité d'un révolutionnaire".

Frères et sœurs, camarades,

Construisons ensemble le monde nouveau.

Tournons le dos à l'égoïsme, à l'individualisme, à cette consommation aveugle qui nous détruit et qui tue la planète !

Participons ensemble à la protection de l'environnement et du vivant !

Engageons-nous à garantir la vie des générations futures !

Portons notre contribution à la construction du socialisme du XXI^e siècle qui ouvrira la porte à la justice sociale et au mieux-vivre collectif !

INTERVENTION D'AMANDINE NEGOTI



Bonjour à tous et à toutes.

Je m'appelle Amandine NEGOTI, j'ai 21 ans et je suis actuellement étudiante en droit et sciences politiques à Paris. J'apprends également la langue et la culture de pays arabe, car il me semble important de comprendre les conflits armés et économiques, qui se déroulent dans ces régions.

En ce qui, concerne le contexte politique actuel, on observe que les candidats aux diverses élections sont de plus en plus jeunes. J'en suis ravie. Mais nous n'allons pas brandir l'atout de la jeunesse sans projet de fond. Nous sommes la politique d'aujourd'hui et aussi celle de demain, nous devons prendre une part active à la construction du meilleur pour notre peuple. Ainsi, je tiens à féliciter chaleureusement les jeunes qui proposent une politique alternative, car ils ont compris que la politique est l'affaire de tous. Par ailleurs, je tiens à rappeler qu'il n'y a pas de temps précis pour gagner en expérience.

La montée de l'extrémisme est un fléau capital donc l'ampleur n'est plus contestable : ainsi, le FN s'est retrouvé au second tour de ces dernières présidentielles et a fait 20% en Martinique*. Cela n'est pas admissible, mais révèle un vrai malaise dans la société, alors plus que jamais nous devons discuter, écouter, entendre et comprendre ceux qui font ses choix. Car il n'y a que par la discussion la bonne formation et le respect des libertés de chacun que nous pouvons changer les mentalités. Alors qu'on soit bien clair, l'agressivité, les guéguerres, la diabolisation et les propos injurieux n'ont jamais changé les choses si c'était le cas, ça ferait longtemps que l'on serait au courant. Nous n'avons absolument pas le temps de créer des divisions sur notre territoire bien au contraire nous devons apprécier la richesse et le savoir-faire des autres peuples.

Par ailleurs, je tiens à citer Shirin EBADI prix Nobel de la paix en 2003, première femme juge au tribunal de Téhéran : « *Cela ne m'effraie pas lorsque des politiciens veulent dresser des murs entre les peuples ou les états, car l'on a détruit le mur de Berlin en moins de 24 heures, mais ce*

qui m'inquiète ce sont les murs invisibles qui se dressent dans le coeur des hommes car ces murs sont invisibles et très difficile à détruire ».

Quant au terrorisme (au sens européen du terme) il est devenu monnaie courante. Les pays européens vivent sur leur territoire les résultats de leurs politiques extérieures inhumaines et prédatrices. De plus cette même prix nobel de la paix de 2003 rappelait clairement que « *AQMI, DAESH, EI ne sont pas que des groupes armés mais beaucoup plus que cela, ce sont des idéologies et on en combat pas une idéologie avec des armes, dans ce cas aussi, si les guerres que pratiquent l'occident fonctionnaient cela ferait longtemps qu'on aurait vu des résultats* ». Il y a trop d'amalgames sur les cultures d'ailleurs. C'est pour cela, qu'il est important d'impulser une ouverture sur le monde à ce sujet tout en utilisant notre esprit critique et notre convivialité si particulière en Martinique. Il est important de maîtriser nos codes, notre histoire et notre culture pour mieux comprendre et accepter les codes d'ailleurs. La formation et la compréhension doivent toujours être notre conduite.

Enfin, je veux dire à la jeunesse Martiniquaise d'ici et d'ailleurs : ne désespérez pas ! Le changement ne peut venir que de nous et pour preuve, les élections législatives se déroulent avec de plus en plus de jeunes qui s'engagent. Mais soyons clair, être jeune n'est pas une idéologie. C'est un état qui nous permet de découvrir plus vite, s'adapter plus facilement et faire découvrir de nouvelles choses avec énergie. Alors usons de cette force pour donner une vraie ligne directrice à la Martinique.

Pour tous ceux qui ne résident pas sur le territoire Martiniquais pour le moment, sachez que les voyages forment la jeunesse, ainsi devenez les ambassadeurs de notre île où que vous soyez. Soutenez les autres talents et cerveaux de notre île. Impulsez le combat pour que d'autres jeunes puissent eux aussi avoir envie de revenir. Selon Frantz FANON : « *... chaque génération doit dans une relative opacité découvrir sa mission l'accomplir ou la trahir* » mais selon moi, il s'agit plutôt de l'accomplir ou de l'ACCOMPLIR.

* (à préciser toutefois que c'est sur un taux de participation extrêmement faible).

INTERVENTION D'ALAIN LIMERY

PORTE-PAROLE DU CNCP



Après 70 ans de départementalisation, les autorités Françaises annoncent le vote d'une loi pour instaurer l'égalité réelle ! C'est bien l'aveu que notre pays reste un territoire colonisé dans lequel perdurent les inégalités et les discriminations ! C'est un aveu, mais c'est aussi un « welto » de plus qui ne va absolument rien changer à la réalité.

Lors des dernières élections, tous les candidats le déploraient :

- Le chômage atteint des niveaux record.
- L'exil de notre jeunesse et la fuite des cerveaux s'intensifie ;
- Le solde démographie de notre population devient négatif ;
- Le secteur productif piétine, et les difficultés s'accroissent pour les petits entrepreneurs, etc.

Beaucoup de ces candidats se disaient porteurs de recettes miracles ; mais combien d'entre eux avez-vous entendu expliquer les causes réelles de la situation désastreuse dans laquelle se trouve notre pays ?

Eh bien au CNCP, nous réaffirmons que la cause essentielle de nos difficultés est que nous restons un pays colonisé, avec son lot de discriminations, d'exploitation et d'oppression.

Un pays dans lequel perdurent les discriminations :

la caste maintenue par les descendants d'esclavagistes, fidèle relai du colonialisme, contrôle la quasi-totalité de l'économie et brise les reins de tous ceux qui tentent de la concurrencer, comme l'illustre parfaitement le cas de Félix JEAN-FRANCOIS, ce jeune compatriote entrepreneur, dont le matériel a été saisi abusivement sur l'aéroport, pour favoriser un concurrent et qu'on refuse toujours d'indemniser après qu'il ait gagné des procédures judiciaires pendant 20 ans.

La réalité c'est que, dans notre pays, toute l'économie vise à la satisfaction des besoins et des intérêts d'une métropole coloniale.

La Martinique exporte quatre cent quarante et un millions (441 millions d'euros) de marchandises en une année dont près de cent-quatre-vingt-dix-sept (196,6 millions, soit 44.58%), correspondent aux produits pétroliers exportés par la raffinerie française. Elle importe deux mille six cent trente et millions un (2631 millions) de produits venant essentiellement d'Europe.

Notre dépendance en matière de produits alimentaires dépasse les 80 %. La valeur des importations en produits alimentaires et autres boissons, tabac) est de l'ordre de quatre cent huit millions (408.3 M), et les exportations de (73.5 M). Ce sont des chiffres de l'année 2016. Notre pays est dépendant et exploité !

La réalité c'est que, dans notre pays, la quasi totalité de la haute administration n'est pas Martiniquaise et que les ministères n'hésitent pas à utiliser des procédures indues pour imposer le départ de nos compétences locales. Voyez ce qui se passe au Legta de Croix Rivail !

Ce qui est extraordinaire, c'est que, lorsque nous dénonçons les dégâts de la domination coloniale, les tenants du système nous traitent de paranoïaques et nous accusent de mésestimer les « aspects positifs » de notre « appartenance à la France et à l'Europe ».

Regardez, disent-ils : « Nous bénéficions de très belles infrastructures routières ! », « Le climat des affaires s'améliore », « le tourisme redémarre ! » et « de toute façon pour les problèmes qui subsistent nous allons solliciter Le gouvernement et Bruxelles pour qu'ils tiennent compte de nos spécificités » !

-Eux, ils regardent les belles routes et bien sur, les immatriculations en hausse de + de 10% c'est un signe de santé économique.

Nous, nous voyons les embouteillages, l'obligation d'acheter des dizaines de milliers de véhicules pour le plus grand bonheur des firmes étrangères des assureurs et des vendeurs de pièces de rechange.

Nous voyons, aussi, un TCSP- certains l'appellent Transport Commun Sans Passagers- dont la mise en service est bloquée par des querelles politiciennes

- Eux, ils regardent les statistiques du tourisme et les profits des groupes hôteliers dont, entre parenthèse, la CTM a racheté les dettes ;

Nous, nous anticipons les conséquences du réchauffement climatique, et de la dégradation des côtes.

- Eux, ils rêvent d'aller dans les salons de l'autre bord pour convaincre les dirigeants européens de devenir philanthropes ;

Nous, nous appelons à renforcer la mobilisation contre les gouvernements européens qui sabotent les services publics et la protection sociale, qui s'attaquent au droit des travailleurs et organisent la précarité, qui diminuent de manière drastiques les dotations dues aux collectivités locales.

Tous ces gens qui continuent à semer des illusions, à entretenir des querelles politiciennes, à semer la division au sein du peuple, s'interrogent-ils un seul instant sur les raisons du déferlement des toxicomanies et des violences dans notre pays ?

S'interrogent-ils sur les raisons de l'importance du taux de suicide dans notre pays ?

On dénombre 2 à 3 tentatives par jour, 1 suicide tous les 10 jours depuis le début de cette année. 80% sont des hommes et particulièrement chez les jeunes de 16 / 25 ans, c'est la Première cause de mortalité.

L'autre couche la plus touchée, et tenez-vous bien, est celle des personnes âgées (tranche d'âge 80 ans et plus).

Nous ne pouvons nier la précarité chez les couches que sont la jeunesse, lourdement touchée par le chômage, et les personnes âgées plongées de plus en plus dans l'isolement ; Certes, les causes sont multifactorielles, mais pour nous, l'absence de perspectives politiques claires y est pour beaucoup.

Nous laissons à chacun, le soin de juger si tous ces politiciens qui défendent encore le système, sont des gens totalement inconscients, ou des égoïstes qui font preuve d'un cynisme « *san manman* ».

Dans le même ordre d'idée, nous vous appelons à vous interroger, sur les motivations et sur les véritables objectifs des organisations politiques, qui se disent révolutionnaires ou indépendantistes qui, souvent à des fins basement électoralistes, ne dénoncent ni n'attaquent absolument pas le colonialisme, mais qui passent le plus clair de leur temps à s'en prendre à des organisations populaires, et même à tenter de les détruire.

Ce n'est pas seulement dans le milieu politique que des comportements inconséquents handicapent notre combat.

Dans le milieu syndical aussi, certains responsables attisent les divisions entre les travailleurs et, pire, sapent la confiance de ceux-ci à l'égard de l'organisation à cause de pratiques déloyales, telle que favoriser la promotion de membres ou de proches, là aussi à des fins électoralistes et avec des visées essentiellement corporatistes.

Chers compatriotes, la gravité de la situation exige que nous condamnions toutes ces dérives, pour redonner confiance à notre peuple.

Notre peuple est écrasé par une fiscalité injuste.

Notre peuple est pillé par des banques, des assurances, des agences de téléphonie, des compagnies aériennes, des grandes surfaces qui nous imposent des prix exorbitants parce qu'ils sont en territoire conquis.

La situation ne risque pas de s'améliorer, puisque nous subissons une double peine.

D'une part, parce que notre pays est colonisé, d'autre part, parce que les gouvernements, aux ordres des multinationales, mènent aujourd'hui une offensive sans précédent, pour saboter les droits des travailleurs.

Camarades,

Nous ne pourrions nous organiser, pour mettre fin à cette situation catastrophique, sans combattre les renoncements idéologiques, et les compromissions qui nous paralysent.

Au CNCP nous disons que faire alliance avec les républicains, de Sarkozy et Fillon, dans le cadre d'un pacte de gestion et d'un moratoire, c'est un renoncement.

Promotionner l'AFD comme partenaire potentiel de notre développement, c'est un renoncement.

Attiser les divisions au sein du peuple, en s'attaquant, aux artistes, aux transporteurs, aux agriculteurs, à tous ceux qui ne sont pas d'accord avec la majorité en place à la CTM, c'est une erreur, mais aussi une faute. Faire croire que Macron est porteur de renouveau est une supercherie. D'ailleurs, ses premières semaines à la tête de l'Etat suffissent à le confirmer.

Pour sortir de l'ornière, nous avons besoin d'un cap idéologique clair.

Lors des dernières échéances électorales, nous avons assisté à un regain de l'assimilationnisme.

La juste nécessité de la démocratie et de l'engagement citoyen, a été dévoyée pour pousser les électeurs dans des voies de garage. Les questions fondamentales de décolonisation, et de lutte contre le libéralisme, ont été évacuées par la mise au premier plan des problèmes d'âge, de sexe, de nombre et de durée de mandats.

Bien sûr, toutes ces questions méritent d'être prises en considération, mais aucune d'elles ne pourra être réglée en dehors du cadre de la lutte anticolonialiste, et de la lutte contre le système libéral.

Dans un tel contexte, le CNCP et les Comités Populaires sont bien décidés à garder le cap.

Pour vous en convaincre je vais vous résumer le bilan du travail accompli depuis notre dernière Assemblée Générale. Ces deux dernières années, nos militants se sont attelés à développer la ligne fondamentale et originelle de notre organisation, tant sur le plan interne que dans l'émigration.

Nous avons accordé une grande place au travail de formation et d'approfondissement théorique.

Cela s'est traduit par l'organisation de séminaires de formation à l'intention de nos membres et sympathisants, mais également ouvert au grand public.

Les thèmes abordés ont été les suivants :

- Clés historiques et politiques pour comprendre la situation en Martinique
- Clés pour comprendre la situation internationale
- Le CNCP : historique, base théorique et politique, orientation.
- Déconstruire les barrières de l'aliénation et organiser notre vie.

-« Comment organiser sa vie pour concilier engagement politique, efficacité, professionnelle, vie familiale, loisirs, et épanouissement personnel ? »

-Quelle communication pour des relations apaisées, et pour l'épanouissement humain.

Des informations sur la structure de ces thèmes peuvent être mises à votre disposition.

Nous avons contribué au débat théoriques au sein de notre peuple, mais aussi avec des organisations sœurs de la Caraïbe, d'Amérique du sud, d'Afrique ou d'Europe au travers de nos textes, de nos brochures, ou encore de notre journal en ligne « Jik An Bout ». J'en profite pour vous inviter à vous rapprocher de notre stand « librairie » pour vous y abonner.

Sur le terrain, nos militants ont participé activement au soutien de dynamiques alternatives telles que le réseau « VIV » dont nous saluons la présence à nos côtés aujourd'hui. Nous avons participé aux mobilisations de travailleurs.

Le CNCP a porté son appui logistique aux actions du MIR et du CNR, notamment pour le convoi pour les réparations. (C'est l'occasion d'applaudir le travail de ces camarades.)

Nos militants, tant ici qu'en France, ont porté un soutien conséquent à la dynamique citoyenne de Nou Pèp La, notamment à l'occasion des deux dernières échéances électorales.

Vous le savez certainement : notre organisation a toujours accordé une très grande importance au développement de la solidarité internationaliste, et à l'internationalisation de notre lutte pour la décolonisation.

Dans ce cadre, des délégations du CNCP ont participé aux travaux de l'APC et du secrétariat régional du bureau du forum de Sao Paulo. De plus, depuis notre dernière assemblée générale, nous avons été amenés à intervenir, à Trinidad et Tobago, à Cuba, en République Dominicaine, à Curaçao, et au Nicaragua.

Sur le plan organisationnel, ces deux années ont permis au CNCP de se consolider, notamment en permettant à de jeunes militants d'accéder à des responsabilités mais aussi grâce à la participation de nombreux sympathisants lors de nos activités éducatives et conviviales, par exemple lors des sorties traditionnelles du 14 Juillet.

Maintenant, je vais vous présenter les perspectives, que notre organisation s'est fixée pour les prochaines années, au terme des débats que nous avons menés dans chaque comité populaire, et ce dans la cadre de la préparation de notre XV^e Assemblée Générale. Il s'agit de :

Renforcer, la lutte idéologique pour, démystifier le néolibéralisme, amplifier le travail de formation et d'information pour permettre au plus grand nombre de faire des choix judicieux ;

- Intensifier le travail, pour impliquer davantage la jeunesse dans la direction des opérations ;

- Contribuer plus que jamais à la lutte pour la décolonisation de notre pays et l'émancipation de notre peuple ;
- Continuer à porter notre contribution, à la lutte qui se mène au plan international, contre les agressions impérialistes, les dangers de guerre, les menaces liées au changement climatique ;
- Et bien sûr, élargir la base et l'implantation des Comités Populaires.

Pour terminer, je parlerai des orientations qui, pour nous au CNCP, permettront d'avancer sur la voie de la décolonisation et de l'émancipation.

Bien entendu, ces orientations s'inscrivent dans la continuité des 4 axes de travail arrêtés dès la création des Comités Populaires en 1983 :

- **Unir le Peuple,**
 - **Commencer à résoudre nous-mêmes nos problèmes,**
 - **Organiser et soutenir les luttes populaires,**
 - **Préparer la souveraineté.**
- **Notre boussole** doit être la construction de l'unité nationale, en tenant compte à chaque instant et dans tous les domaines du rôle de nos compatriotes qui vivent à l'étranger. Rappelons qu'ils constituent le tiers de notre peuple. Puisque nous parlons de l'unité nationale, nous devons saluer le consensus de plus en plus large qui s'établit pour défendre notre drapeau Rouge Vert Noir !
 - **Notre obsession** doit être de combattre toutes formes de divisions, de permettre un engagement solidaire de tous ceux et de toutes celles qui croient en notre pays, qui veulent le construire dans un cadre de justice sociale et d'équité, dans le respect des équilibres écologiques et de l'intérêt des générations futures.
 - **Notre objectif** doit être la conquête de la souveraineté : Il nous faut, plus que jamais, nous opposer à l'illusion qu'en faisant des moratoires ou en appelant les colonialistes à adoucir leur domination, nous pourrions résoudre un quelconque problème. Nous invitons tous nos compatriotes, en particulier nos militants, à s'engager avec une détermination redoublée dans le travail politique, social et culturel, au niveau des quartiers, dans les associations, afin que nous constituions une force capable d'imposer le respect de nos droits.
 - **Notre démarche** doit être de compter principalement sur nous-mêmes pour résoudre nos problèmes :
 - En renforçant la dynamique de développement économique endogène qui existe déjà au sein de la population.

- En soutenant les réseaux alternatifs qui se multiplient dans tous les secteurs.
- En prenant des initiatives locales pour la prévention des risques majeurs, pour le développement d'une éducation alternative et pour faire face aux problèmes de santé.

Notre garantie c'est que notre lutte pour l'émancipation s'appuie sur la mobilisation populaire ! Nous n'obtiendrons rien de substantiel et de durable sans cette mobilisation!

Mais pour que nos luttes soient victorieuses, il faut que nous les menions dans le cadre d'une stratégie globale.

Le corporatisme qui fait que chacun se mobilise à tour de rôle quand il est personnellement attaqué ne paiera jamais. Nous devons aussi nous débarrasser des égoïsmes et déjouer les manœuvres de division des classes dominantes. Nous pensons là à ceux qui parlent de « prise en otage » quand les travailleurs défendent leurs droits, et quand est dérangé leur illusoire confort quotidien.

Manmay la, sé nou tout ansanm ki pou goumen pi rèd pou nou maté kat-la !

Camarades et amis (es),

Au CNCP, nous sommes convaincus que notre peuple a la capacité et les moyens de construire une meilleure société.

Le coup de semonce de 2009 doit nous servir de leçon. Beaucoup ont exprimé leur déception du fait que les objectifs de lutte contre la vie chère n'ont pas été atteints. Mais, il nous faut en analyser les raisons.

Notre niveau de préparation et d'organisation n'était pas encore suffisant. Nous n'étions pas unis sur la base d'objectifs clairs et le mouvement était brouillé par des interventions politiques contradictoires.

Mé premyié so pa so ! Ce mouvement a montré la force que notre peuple peut étaler quand il le décide. Et puis, le plus important, c'est la floraison d'activités par lesquelles il prend sa vie en main depuis ce moment là.

Notre peuple a toujours fait preuve de génie dans l'organisation de sa survie, la construction des quartiers populaires en témoigne. Faisons nous confiance, faisons lui confiance, pour être un acteur décisif dans cette nouvelle page de notre histoire : celle de la libération et d'un vrai développement durable et solidaire.

Unissons-nous ! Mobilisons-nous ! Renforçons la solidarité, la tolérance et le respect mutuel au sein de notre peuple.

Annou kolé tèt kolé zépol !

Tout pep la sanblé, , nou ké fè an pay nèf !

LE CRÉPUSCULE DE LA RAISON

Le 04/09/2017

C'est sous ce même titre que nous publions une tribune visant à dénoncer la campagne de désinformation massive lancée par les occidentaux contre Saddam HUSSEIN quand, au début des années 90, ils préparaient la guerre contre l'Irak. Nous interpelons, alors, l'opinion sur la nature fasciste de l'opération et quant aux objectifs impérialistes de l'entreprise.

Tous ceux qui aspirent à baser leurs positions sur la raison se doivent de prendre en compte les leçons de l'histoire. Les faits ont largement prouvé que les impérialistes occidentaux développent une stratégie consistant à diaboliser, les uns après les autres, tous les gouvernements qui constituent un obstacle au maintien de leur domination scélérate. Au moyen d'une campagne massive de désinformation, ils conditionnent l'opinion publique afin qu'elle avalise leur interventionnisme militaire. Ce sont les « charniers de Timisoara » en Roumanie avec les orphelins esclaves de CAUSESCU. Ce sont les armes de destruction massives de Saddam HUSSEIN en Irak, les camions de viagra distribués par KADHAFI à ses soldats en Lybie, pour qu'ils aillent violer les femmes. Au bout du compte, des agressions militaires bafouant le droit international, des dirigeants jetés en prison, comme Slobodan MILOSEVITCH ou Laurent BAGBO, ou bestialement assassinés. Aujourd'hui, tout le monde sait qu'il y avait eu mensonges et désinformation. Oui mais, les objectifs des agresseurs ont été atteints, à savoir la mainmise sur des régions stratégiques, le contrôle du pétrole et l'installation du chaos dans les régions où leur hégémonie était menacée ⁽¹⁾. Dans le même temps, hélas, les pays dépecés sont devenus un tremplin pour le terrorisme planétaire et les populations sont soumises à des souffrances indescriptibles. Ceux qui à l'époque, avaient applaudi ou « soutiré » les occidentaux ont-ils fait leur mea-culpa pour autant ? Non, puisqu'aujourd'hui, ils avalisent la campagne de désinformation et la subversion qui visent le VENEZUELA. Ainsi, au nom de la « démocratie » et affichant une compassion plus que sélective, ils se font, sans complexe, l'écho de la propagande des impérialistes et de leurs services secrets.

Les médias occidentaux ont d'abord préparé l'opinion en s'apitoyant sur le drame du « peuple vénézuélien affamé à cause de la politique irresponsable du Président MADURO ». Que les USA comptent 90 millions de personnes dans la pauvreté ou au bord de la pauvreté (2016), que l'Union Européenne en compte 120 millions, cela n'a pas de quoi émouvoir ! Que les mesures imposées par les gouvernements libéraux sèment massivement précarité, misère et détresse, cela ne doit pas remettre en cause leur maintien au pouvoir ! Sé an do MADURO yo pann !

Et puis, le rouleau compresseur s'est mis en marche, prétendant soutenir une opposition démocratique persécutée par Nicolas MADURO qui serait un dictateur !

Comment auraient réagi les gouvernements Etats Uniens et Européens, si des manifestants lançaient des cocktails molotov sur les policiers, saccageaient des centres sociaux et brûlaient vifs des partisans du gouvernement ? Que diraient les « démocrates » qui vilipendent le gouvernement vénézuélien ? On ne cesse de répéter qu'il y a eu 149 morts, en laissant croire qu'ils ont dus à la répression gouvernementale. Pourquoi les occidentaux ne répercutent-ils pas la liste de ces morts avec l'origine des décès établie par les autorités vénézuéliennes ? Pourquoi ne disent-ils pas un mot quant aux travaux de la « **Commission Vérité et justice** » mise en place par les autorités pour identifier les responsables des violences et qui travaille, entre autres, sur la base de preuves filmées. Les médias se sont bien gardés de dire que c'est avec un des acteurs du coup d'Etat contre CHAVEZ, que s'est enfuie leur fameuse Procureure Luisa ORTEGA.

A la tête de la subversion, ce sont bien des contre révolutionnaire d'extrême droite aux ordres de l'oligarchie et de la CIA qui sévissent. Certains d'entre eux ont une responsabilité directe dans le massacre de 3000 civils, les 27 et 28 février 1989 alors que la population se révoltait contre la cherté de la vie.

Une campagne odieuse a été menée pour présenter l'élection de la Constituante comme un coup d'Etat anti démocratique.

Il s'agit, au contraire, d'une réponse totalement démocratique portée par le peuple vénézuélien contre la stratégie de coup d'Etat Parlementaire mise en œuvre par les puissances occidentales, stratégie consistant à s'appuyer sur des élus corrompus pour déstabiliser les institutions dans les pays anti-impérialistes. Ne citons que les exemples du Honduras et du Brésil. Pourquoi, les « défenseurs » de « l'opposition majoritaire au Parlement » ne rappellent-ils pas les mesures illégales prises par cette dernière, telle la nomination de magistrats ? Pourquoi se gardent-ils d'expliquer le processus qui a conduit à l'élection de la Constituante. Tous les secteurs sociaux-professionnels ont été appelés à choisir leurs candidats (étudiants, marin pêcheurs, paysans, populations indigènes, etc.) Elue par plus de 8 millions de vénézuéliens, malgré les barrages et sabotages de l'opposition (qualifiée de démocratique par les occidentaux), elle a pour objectif d'inscrire dans la constitution l'impossibilité pour tout gouvernement de mettre fin aux missions sociales et de livrer les richesses du pays à des puissances étrangères.

Pensez-vous qu'une telle constituante permettrait qu'un dictateur Macroniste sabote les droits conquis par les travailleurs à coup d'ordonnance ? On comprend pourquoi les gouvernements aux ordres de la finance et des multinationales, voudraient empêcher ce précédent !

Mais, s'indignent nos « démocrates » : « c'est bien une dictature car des médias ont été fermés ! »

Des médias fermés, oui ! Mais pour quelles raisons ? Combien de sites internet ont été bloqués en Europe ces dernières années ? Combien de lycéens y ont été condamnés pour « radicalisation » ? La France est elle qualifiée de dictature pour autant ? La

question est de savoir sur quelle base la justice appuie-t-elle ces décisions. Quel journaliste occidental s'est informé à cet égard ?

Y a-t-il subversion violente au Venezuela ? Oui ! Y a-t-il ingérence extérieure ? Oui ! Les oligarques d'extrême droite mènent-ils une guerre économique pour affamer la population et déstabiliser la Révolution Bolivarienne ? Oui !

Un Pays a-t-il le droit de prendre toutes les mesures nécessaires pour se défendre ? Mille fois oui !

Alors rejetons les jérémiades hypocrites de ces pseudo-démocrates qui ne se font absolument pas entendre pour dénoncer le massacre des Rohingjas en Birmanie, les centaines de milliers d'emprisonnement et la fermeture de tous les médias en Turquie, l'assassinat systématique de noirs par la police aux USA, etc.

Au nom du respect du droit à l'autodétermination des peuples et du principe de non ingérence, soyons solidaires du peuple vénézuélien et combattons sans concession la campagne de désinformation fasciste menée contre la Révolution Bolivarienne⁽²⁾ !

Mobilisons-nous, pour faire circuler la vérité ! Mobilisons-nous pour nous opposer aux sanctions illégales et aux agressions militaires ! Préparons-nous à résister ! Unissons nos forces contre les manœuvres des oligarchies et l'ingérence des impérialistes. L'heure de l'affrontement décisif s'annonce, que chacun choisisse son camp en toute conscience et en toute honnêteté.

Robert SAE

⁽¹⁾ C'est seulement en Syrie que la campagne contre le président Syrien, Bachir EL ASSAD, n'a pas suffi, à ce jour, à mettre le pays à genoux.

⁽²⁾ Campagne qui se paie le luxe d'attaquer par ricochet « la France insoumise » coupable d'être ami de la cible diabolisée.

DEBOUT POUR LA CONTRE OFFENSIVE

C'est le sentiment qu'ont donné les plus de 300 délégués venus de 32 pays qui étaient réunis à Managua (Nicaragua) à l'occasion de la XXIII^{ème} rencontre du Forum de Sao Paulo du 15 au 20 juillet.

Des travaux intenses et fructueux ont été menés sous l'égide des secrétariats régionaux pour analyser la situation des différents pays et dans le cadre d'ateliers spécifiques permettant l'expression et l'élaboration d'agendas pour l'action par les différentes délégations : des représentants des parlementaires, des gouvernements progressistes, des jeunes, des femmes, des peuples originaires et afro descendants, du monde de la culture ont débattu des problématiques propres à leurs secteurs respectifs d'intervention, émis des recommandations et des résolutions. Des ateliers spécifiques ont également travaillé sur les questions de la colonisation et des moyens de communication.

Notre camarade Robert SAE, responsable des affaires extérieures du CNCP, a pu faire un travail d'information sur la situation institutionnelle et politique dans notre pays. Sur sa proposition, le Forum de Sao Paulo a adopté une résolution de soutien au Mouvement International pour les Réparations.*

La déclaration finale et les résolutions ont été adoptées par acclamation lors de la plénière de clôture par plus d'un millier de participants. Celles-ci sont toutes publiées sur le site du FSP.

Un soutien particulier a été exprimé au processus de paix en Colombie et l'appel à la mobilisation continentale pour le soutien au Venezuela en lutte contre la subversion et l'ingérence : l'instrumentalisation de la justice au Brésil pour poursuivre le coup d'état contre la démocratie et attaquer de façon inique l'ancien Président Lula a été dénoncée.

En marge des travaux du Forum, des activités ont été réalisées en hommage à Carlos FONSECA, Tomas BORGE, Santo LOPEZ, Fidel CASTRO, Che GUEVARA, Hugo CHAVEZ. L'anniversaire de la Révolution d'Octobre de 1917 a également été célébré.

Enfin, les délégués du FSP ont participé à la commémoration du 38^{ème} anniversaire de la victoire de la Révolution sandiniste. Plusieurs centaines de milliers de personnes, en majorité des jeunes étaient mobilisés à la "Plaza de la Fe" pour célébrer l'évènement.

*

"Le Forum de Sao Paulo affirme son soutien total au mouvement international qui se développe pour exiger de la part des Etats responsables la réparation des crimes commis contre l'humanité.

- le génocide des peuples originaires ;**
- la traite négrière et l'esclavagisation des peuples d'origine africaine ;**
- la soumission des peuples colonisés à la discrimination, aux pires exactions et au pillage des ressources de leurs pays.**

Le Forum de Sao Paulo déclare que la reconnaissance de ces crimes et la réparation de ceux-ci sont des conditions indispensables à une féconde réconciliation entre les communautés.

Managua, le 20 juillet 2017.

LES ENSEIGNEMENTS DE LA REVOLUTION D'OCTOBRE POUR LA LUTTE DES PEUPLES

Le 1^{er} Novembre 2017

Du 23 au 25 octobre à la Bibliothèque Nationale de Santo Domingo, s'est tenue une Conférence scientifique Caribéenne à l'initiative du Parti Communiste du travail (PCT), du Parti Marxiste-léniniste (PML) et du Parti Socialiste de Dominicain (PSD).

L'objectif était d'échanger et de promouvoir les enseignements de la Révolution Bolchévique dans l'intérêt de la classe ouvrière et des peuples de la Caraïbe. A cette occasion, notre camarade Robert SAE a présenté une contribution dans laquelle il relevait que :

« (...) La Révolution d'Octobre 1917 a été le plus grand évènement progressiste de l'histoire humaine :

- Parce qu'elle appelait à s'opposer à la guerre entre les peuples et parce qu'elle institutionnalisait le droit des minorités,

- Parce que les sentiments de fraternité internationaliste qu'elle portait inspiraient désormais des révolutionnaires de toutes races et de toutes nationalités dans une lutte commune pour la justice sociale,

- Parce qu'elle a concrètement instauré l'égalité entre les hommes et les femmes, alors qu'aujourd'hui encore c'est loin d'être le cas dans les sociétés bourgeoises.

- Parce qu'elle a ouvert l'accès à la santé, à la protection sociale et à l'éducation aux classes opprimées et qu'elle a permis à des masses d'ouvriers et de paysans de gravir l'échelle sociale ;

- Parce qu'enfin, elle a nourri une espérance pour tous les exploités et tous les peuples dominés de par le monde.

Depuis Octobre 1917, le monde a changé de base. (...)

Après avoir insisté sur le fait que la victoire de la Révolution Russe s'expliquait par le fait que *«pour la première fois, la démarche et le projet de société des dirigeants révolutionnaires s'appuyaient sur une maîtrise scientifique de la réalité permise par la théorie du Marxisme et du Léninisme* », Robert SAE a abordé la question des « échecs » des pays socialistes.

« (...) Depuis la chute du mur de Berlin et la dislocation de l'Union Soviétique, on entend parler ici et là de l'échec du Système socialiste et de victoire du libéralisme. Nombreux sont les révolutionnaires, parmi les plus impétueux, qui ont déserté le front en se lamentant : « Tout a

échoué ! Tous les pays socialistes européens ont été dépecés et sont revenus au capitalisme. Aujourd'hui c'est un Poutine autocrate qui règne sur une Russie déboussolée ! ».

Beaucoup s'étaient imaginé que la Révolution était un « diner de gala » et, mystifiés par la propagande de l'ennemi, ont été incapables d'analyser les conditions dans lesquelles se sont développées les premières expériences d'édification du socialisme, incapables aussi de comprendre ce qu'est un processus révolutionnaire.

Ont-ils une simple idée de ce qu'étaient la société russe avant 1917, le niveau de développement du pays, le niveau de vie et d'instruction de la population ? Ont-ils conscience de l'âpreté de l'affrontement qui n'a cessé d'opposer les classes déchues au pouvoir soviétique à l'intérieur ? Mesurent-ils les effets, sur un pays en construction, des embargos, du blocage de transfert des technologies, de la subversion, de l'espionnage et des provocations orchestrés par les puissances impérialistes occidentales ? Prennent-ils en compte les effets de la deuxième guerre mondiale et des sacrifices consentis par le peuple soviétique pour sauver l'humanité de la barbarie nazie ?

N'en déplaise aux esprits chagrins, la révolution Russe a indéniablement ouvert la voie à l'avènement de la société socialiste et rien, absolument rien, ne pourra empêcher qu'à terme, celle-ci n'évince le capitalisme décadent.

C'est vrai ! La Révolution chemine dans un univers de drames et de déviations. Elle connaît alternativement des périodes de stagnation ou d'accélération, des échecs et des succès. Mais cela, c'est le propre de tout ce qui vit.

(...) Pour terminer, je voudrais exprimer ma confiance dans l'issue de l'affrontement décisif qui s'annonce entre les forces du passé et celles de la Révolution.

Au cours de notre exposé, nous avons présenté la Révolution d'Octobre comme un séisme qui a bousculé les classes dominantes. A l'heure de conclure, nous affirmons notre conviction que de puissantes répliques s'annoncent à l'horizon et que le tsunami des luttes populaires aura raison de la mafia des impérialistes, des multinationales et des spéculateurs. (...) »

UN CYNISME INDÉCENT !

Le 1^{er} décembre 2017

Par Robert SAE



«Discours fondateur !», « Propos prudents et habiles », « Il a tendu la main au Ghana », etc. la flagornerie a été sans limite à l'occasion de la tournée du Président Français en terres africaines. Il a fallu que les dénonciations fusent sur les réseaux sociaux pour que les médias se résignent à évoquer le départ du Président Burkinabé pendant le discours d'Emmanuel MACRON. Même là, ce qui relève de la faute diplomatique et de la suffisance colonialiste s'est trouvé paré de qualités : « nouveau style lié à sa jeunesse, à sa franchise et à sa modernité ! ». Lors du discours du Président Français face aux étudiants à Ouagadougou, les images d'applaudissements ont opportunément permis d'éclipser les contestations à l'intérieur ; les manifestations significatives des mouvements citoyens dénonçant la politique de la France, à l'extérieur, n'ont pas fait l'objet de reportages. Tout juste quelques images accompagnées de phrases lapidaires du style « des opposants se sont faits entendre de façon violente ».

Mais écoutons cette déclaration inqualifiable du Président Français que ses médias ont cherché à banaliser :

« Qui sont les trafiquants ? Ce sont les Africains mon ami (...) Arrêtez de dire que le problème c'est l'autre ! Présentez-moi un passeur Belge, français, Allemand ou que sais-je encore ! Vous n'en trouverez pas : »

Ces propos sont racistes et cyniques! Ils sont une version actualisée de la scandaleuse désinformation prétendant que ce seraient « les noirs qui ont vendu leurs frères » et, en fin de compte, que ceux-ci seraient responsables de la traite et de l'esclavage* !

Non ! Monsieur Macron, ce ne sont pas « les Africains » qui sont responsables du crime qui se perpétue actuellement en Lybie.

Les responsables directs ce sont la France et ses alliés, vous qui avez bombardé la Libye, parachuté des armes aux rebelles et détruit cet Etat.

Oui ! Monsieur Macron, les trafiquants s'alimentent de la barbarie des 3 000 combattants provenant de pays occidentaux dont 700 Français, 400 Britanniques, 270 Allemands, 250 Belges, des chiffres que vous ne pouvez ignorer !

Ainsi, comme ses prédécesseurs, le représentant de la puissance française a annoncé la fin de la « françafrique », et puis il a clairement montré, par son comportement, qu'il n'allait absolument pas l'intention de changer quoi que ce soit.

De toute façon, la distorsion ne s'est jamais démentie entre, d'une part, les bonnes intentions affichées, les promesses démagogiques, les engagements hypocrites venant des dirigeants de la France colonialiste et, d'autre part, leur idéologie raciste, leurs politiques égoïste et leurs pratiques prédatrices.

** Posons une fois de plus la question : ceux qui profèrent cette insanité diraient-ils aussi que «Ce sont « les blancs » qui ont livré leurs frères aux nazis » ou que ce sont « Les Européens » qui sont responsables de l'atrocité des fours crématoires ?*

Le 07 décembre 2017

DECLARATION DU CNCP RELATIVE A LA DECISION DE DONALD TRUMP DE RECONNAITRE JERUSALEM COMME CAPITALE D'ISRAEL

Le CNCP condamne avec la plus grande fermeté la décision unilatérale de Donald TRUMP de reconnaître Jérusalem comme capitale d'Israël. Nous soutenons sans réserve la résistance du Peuple Palestinien contre cette nouvelle provocation.

L'objectif du Président Etatsunien est, d'une part, de saboter définitivement toute possibilité de processus de paix entre les Israéliens et les Palestiniens, d'autre part, de rendre irréversible l'occupation par l'Etat terroriste d'Israël et, par conséquent, d'empêcher l'existence même de l'Etat Palestinien.

L'onde de choc provoquée par cette provocation sur la scène internationale indique que tous les observateurs avertis sont conscients qu'elle est de nature à enflammer toute la région mais aussi qu'elle alimente les risques d'un conflit militaire mondial.

De fait, cette décision ne doit absolument pas être interprétée comme une lubie personnelle de Donald TRUMP. Elle fait partie d'une stratégie globale des impérialistes étatsuniens dans laquelle s'intègrent : le chaos semé dans la région du proche et du moyen orient, le soutien aux coups d'états parlementaires, aux manipulations électorales et à la subversion en Amérique du centre et du sud, l'installation de bouclier anti-missiles aux portes de la Russie ou en Corée, l'encerclement de la Chine par leurs bases militaires et le positionnement de leur flotte, leurs manœuvres militaires, etc.

Le CNCP considère que seule la mobilisation des peuples contre les atteintes au droit international, contre les situations de domination coloniale, contre l'interventionnisme impérialiste peut conjurer les menaces qui pèsent sur la paix mondiale.

*Pour le CNCP,
Robert SAE, Responsable aux affaires extérieures.*

AU-DELA DE L'ENFUMAGE

Le 28 décembre 2017

Le moins que l'on puisse dire est que la situation politique actuelle dans notre pays est totalement délétaire.

La Collectivité Territoriale de Martinique (CTM) instituée en 2015, avait été présentée comme un tremplin permettant d'accéder à une dite « Responsabilité ». Or, même si quelques élus politiques de la majorité louent « l'immense travail accompli en deux ans » ou s'attribuent des satisfécits en se référant aux annonces « d'embellie » que croient déceler l'INSEE ou l'IEDOM, le pays est plus que jamais « ankayé ».

Un TCSP, pour lequel 380 millions d'euros ont été investis entre 2003 et 2015 et qui fait la risée de la population parce que les bus roulent uniquement dans leur parking ! Des petites entreprises qui meurent dans une économie atone et sans perspective ! Des aides aux associations revues à la baisse ! Pour expliquer ce triste tableau, l'actuelle majorité fait état de l'inconséquence de la « gouvernance » précédente, d'un déficit dissimulé ou encore du complot de ceux qui veulent empêcher la CTM de travailler.

Nous ne sommes pas de ceux qui avalisent les choix de l'ancienne majorité menée par le PPM. La ligne libérale qui inspire l'action de ce courant politique, sa conception des relations avec la France et l'Europe sont, pour nous, des freins à une véritable décolonisation. Nous ne considérons pas davantage que la « gouvernance » actuelle soit porteuse de solutions ou de perspectives réjouissantes. Ici, ce n'est pas de la valeur ou de la compétence des individus qu'il s'agit. Nous parlons des choix politiques faits et des conséquences qui en découlent.

Ainsi, le marasme politique actuel découle, entre autre, de la nature même de « Gran Sanblé Pou Ba Péyi-a An Chans ». On se rappelle, qu'annoncée entre les deux tours de l'élection de Décembre 2015, cette alliance regroupe des Patriotes, des sociaux-démocrates et la droite libérale. Elle s'est dite constituée autour d'un « contrat de gestion », mais tout observateur averti sait qu'il s'agissait d'une tactique électoraliste pour prendre le contrôle de la CTM.

Au bout du compte, les partis assimilationnistes de droite ont été sauvés de leur décrépitude et, plus grave, le « contrat de gestion » a déclaré geler la question de l'évolution statutaire pour la durée de la mandature. Dès lors, toute dynamique de projet global Martiniquais visant à développer une économie autocentrée dans un pays autogéré était rendu impossible.

Pire ! On a pu constater dans les faits que l'idéologie de la droite s'est largement propagée à la CTM. On a vu des élus se vanter de briser des chaînes posées par des grévistes.

Tout syndicat se mobilisant dans une institution liée à la collectivité est systématiquement diabolisé. Les revendications d'employés de la collectivité, d'artistes, de transporteurs, sont présentées comme une entreprise de déstabilisation. Tout cela dans le silence complaisant de certains dirigeants de « syndicat de lutte de classes »

En réalité, la mise en avant de la guéguerre à laquelle se livrent les partis de l'alternance relève de l'enfumage. Car, les deux adversaires escamotent également les causes réelles des difficultés de notre pays : la domination coloniale française et l'anarchie inhérente au système capitaliste.

Quant à la tempête médiatique qui a suivi les déclarations du Président de l'Exécutif, Alfred Marie-Jeanne, elle n'a fait qu'étaler au grand jour les contradictions qui, secondairement, enraient la machine : L'attaque contre le député Jean-Philippe NILOR, dévoilait les divisions existant au sein de son Parti (le MIM) et celle visant Claude LISE, Président de l'Assemblée, confirmait l'absence de cohésion entre les deux organes principaux de la CTM. Mais là encore, ce ne sont pas les causes essentielles du marasme.

Le fonds du problème c'est qu'avec les compétences qui lui sont actuellement dévolues, dans le cadre des orientations ultralibérales imposées par le gouvernement Français et l'Union Européenne, la CTM n'a absolument pas le pouvoir de « relancer l'économie » ou de « combattre le chômage ».

Cela ne signifie pas du tout que les dirigeants politiques seraient obligatoirement impuissants et qu'on devrait attendre « le grand soir » de la libération pour espérer pouvoir changer les choses.

Cela signifie qu'il faut tourner le dos au leurre de l'alternance pour emprunter la voie de l'alternative dans et hors la CTM, ce qui ne saurait être envisagé sans une volonté politique forte et un projet global visant à « dézankayé » notre pays. Un seul exemple : au lieu d'augmenter les impôts et de limiter leur action en se lamentant sur le « désengagement de l'Etat », les élus ne pourraient-ils pas monter au créneau contre le gouvernement en s'appuyant sur la mobilisation de cette population qu'ils savent démarcher dans les moindres quartiers pour se faire élire ?

Mais ne désespérons pas ! Au-delà des inconséquences d'une grande partie de la classe politique, la marche du peuple Martiniquais vers l'émancipation se poursuit. Les semeurs d'illusions font de moins en moins recette et l'horizon politique s'éclaircit. Les initiatives alternatives se multiplient sur les plans économique, social et culturel. **Ki donk, pli bèl la an ba la bay !**

Robert SAE.

«THEORIE DU COMLOT » ET GOUVERNEMENT MONDIAL

Le 12 mars 2018

Connaissez-vous « la théorie du complot » ? Journalistes et commentateurs y font de plus en plus référence quand ils répercutent les déclarations de certaines personnes ou des informations circulant sur les réseaux sociaux, en général, pour discréditer les propos évoqués et ceux qui les propagent. Sont ainsi traités de « complotistes » et de « conspirationnistes » des sites alternatifs qui publient des documents expliquant la collusion entre l'Arabie saoudite, Israël et les Impérialistes occidentaux ou encore des dirigeants politiques tels que Jean-luc Mélenchon quand il parle de la situation au Venezuela, pour ne citer que deux exemples. Essayons de découvrir ensemble ce qui se cache derrière cette « théorie du complot » et qui sont les « comploteurs » ?

Lisons, pour commencer, ce qu'en dit Wikipédia :

*« Une **théorie du complot** — également désignée, de façon plus récente, par les néologismes **conspirationnisme** ou **complotisme** — propose de donner une vision de l'histoire perçue comme le produit de l'action d'un groupe occulte agissant dans l'ombre. Loin de la simple rumeur, il s'agit (selon Peter Knight, de l'université de Manchester) d'un récit théorique qui se prétend cohérent et cherche à démontrer l'existence d'un complot entendu comme le fait qu'« un petit groupe de gens puissants se coordonne en secret pour planifier et entreprendre une action illégale et néfaste affectant le cours des événements ». La conspiration secrète civile, criminelle ou politique, visée par la théorie du complot, agirait généralement dans l'objectif de détenir ou conserver une forme absolue de pouvoir (politique, économique ou religieux). »*

Peut-être avez-vous déjà vu ces séries télévisées qui mettent en scène des individus prétendant que des extra-terrestres se sont glissés dans le corps des grands dirigeants de ce monde pour imposer leur contrôle sur la terre. Dans la réalité aussi, il existe effectivement des gens - manipulés par des mouvements sectaires ou victimes de délires paranoïaques – qui dénoncent des complots imaginaires. En règle générale, en s'appuyant sur une démarche raisonnée, on peut facilement les identifier et démonter leurs constructions.

Ce, à quoi nous assistons aujourd'hui concernant la « théorie du complot », est toute autre chose. Nous sommes face à une offensive massive visant à jeter la suspicion sur toutes les informations susceptibles d'expliquer les mécanismes de domination des impérialistes ou de dévoiler les connections existant entre le monde de la finance, les mafias, les sectes et les détenteurs du pouvoir politique. L'objectif est d'associer toutes ces informations à la « théorie du complot » pour empêcher qu'elles soient prises en considération ! Or, les dites connections existent bel et bien !

1 - Quand les pyromanes crient au feu !

L'instrumentalisation de la « théorie du complot » par les médias n'est qu'un nouvel épisode de la guerre idéologique qui oppose les partisans du système dominant à ceux qui le combattent. Ceux-là avaient cru remporter une bataille décisive en imposant dans l'opinion la théorie de « la fin des idéologies ». Ils ont dû déchanter. Car, dans les mouvements alternatifs qui ont fleuri à l'échelle planétaire, c'est bien une idéologie révolutionnaire régénérée*¹ qui se manifeste à travers, d'une part, les conceptions défendues concernant l'écologie, la démocratie participative ou directe et, d'autre part, les dénonciations de plus en plus explicites des prédateurs qui contrôlent le système et du mécanisme de leur domination.

Il s'agit alors pour les maîtres du système dominant de détourner le public de toutes les informations alternatives en discréditant celles-ci. L'instrumentalisation de la « théorie du complot » a cette fonction là. L'offensive s'appuie également sur une prétendue lutte contre les « fake news » (fausses nouvelles).

La propagation de fausses nouvelles est aussi vieille que le langage humain. Particulièrement utilisée par les adversaires en période de guerre, elle peut être le résultat de toute sorte de mauvaises intentions, mais aussi de l'ignorance ou de malentendus. Maintenant, le concept de « fake news » est utilisé par les détenteurs du pouvoir médiatique pour combattre les adversaires de la pensée unique et plus généralement de l'idéologie dominante. Pour eux, dire : « La France n'est pas le gendarme de l'Afrique », ce n'est pas une fake news. Par contre dire que les USA et l'Union Européenne orchestrent la subversion en Amérique du Sud, c'est une « fake news » propagée par des « complotistes ». Aujourd'hui, Ils annoncent leur intention de légiférer pour fermer les sites accusés de propager des fake news et pour en punir les auteurs.*² Notez bien qu'eux seuls seraient habilités à déclarer à quelles informations attribuer ce qualificatif. C'est un grand pas de plus vers la fascisation du système !

Au bout du compte, les comploteurs dénoncent les « complotistes », les experts en désinformation et en manipulation partent à la chasse aux « fake news ». Bref, les pyromanes crient au feu !

2 - A propos du gouvernement mondial

Ainsi donc les empires médiatiques contrôlés par les multinationales présentent comme des adeptes de la « théorie du complot » tous ceux qui publient des informations tendant à démontrer que des groupes organisés sévissent à l'échelle planétaire pour contrôler le pouvoir.

Mais qui peut douter un seul instant du fait que des liens étroits, organisationnels, financiers et souvent familiaux, unissent les principales multinationales aux gouvernements impérialistes, adeptes du libéralisme et qui contrôlent les institutions internationales. Qui peut nier que la politique de globalisation néolibérale, imposée au

plan mondial, résulte des décisions prises dans les coulisses des institutions par les représentants des classes dominantes.

Il existe bel et bien une gouvernance mondiale qui se manifeste par :

- La dictature qu'exerce l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC) sur l'économie au niveau planétaire,
- le contrôle totalitaire d'empires médiatiques voué au conditionnement de l'opinion,
- la remise en cause de la souveraineté des Etats et des peuples au moyen d'un conseil de sécurité de l'ONU et d'une Cour Pénale Internationale (CPI) instrumentalisés, tout cela sous l'égide des représentants d'une minorité de pays et de gouvernements défendant les intérêts du fameux « 1 % » prédateur de l'humanité.

En conclusion, on aura compris qu'une nouvelle bataille idéologique est en train de se dérouler. Le mythe de « la fin des idéologies » ne suffisant plus aux classes dominantes pour dévoyer les luttes populaires, leurs propagandistes sont mobilisés pour escamoter toute forme de réflexion et de débat en déroulant l'écran du complotisme et des fake news. Mais, leurs efforts resteront vains car la lutte idéologique continuera à s'intensifier et, parce que, de toute façon, comme le disait Abraham Lincoln : « On peut tromper une partie du peuple tout le temps et tout le peuple une partie du temps, mais on ne peut pas tromper tout le peuple tout le temps. »

Robert SAE.

**1 – Alors même que la plus part des activistes se disent opposés aux idéologies !*

**2 – Là aussi, le « moderne » et « réformiste » MACRON est aux avant-postes de la contre-révolution.*

** Les informations relatives à ceux qui tirent les ficelles du « Forum de Davos » ou de la « Trilatérale » et les révélations concernant la loge P2 ou « L'église de la Scientologie », par exemple, suffisent à illustrer l'incontestable réalité d'une gouvernance mondiale cachée derrière les institutions officielles.*

LA DÉMOCRATIE MALADE DES ÉLECTIONS

Le 06 avril 2018

Dans tous les pays dits « démocratiques », les taux d'abstention aux élections ne cessent d'augmenter. Concernant les élus, les sentiments exprimés majoritairement dans la population, ce sont la désillusion et le dégoût ; ce que traduit la formule « tous pourris ». Ce phénomène est gentiment qualifié de « désamour » par les commentateurs autorisés.

Au dire des bien-pensants, les abstentionnistes déshonorent la « citoyenneté » et bafouent le droit de vote pour lequel des peuples se sont battus et dont certains pays ne bénéficient pas. A les en croire, une fois de plus, les coupables du dysfonctionnement se trouveraient au sein du peuple. Peut-on croire sérieusement que si les « citoyens » voyaient les élus tenir leurs promesses et répondre valablement à leurs attentes, ils se détourneraient si massivement des élections ?

La vérité c'est que les peuples sont de plus en plus conscients que le système électoral est complètement cadenassé par les classes dominantes, qu'il ne permet absolument pas de garantir le respect de leur volonté et que les élus de diverses obédiences qui assurent l'alternance à la tête des institutions ne remettent pas du tout en cause la politique néolibérale scélérate menée par les gouvernements.

Dans pratiquement tous les pays se prévalant de la « démocratie libérale », éclatent régulièrement des scandales mettant à jour la corruption qui gangrène la classe politique et ses élus. Ne citons que deux exemples récents : a) les déboires judiciaires de l'ex-président Sarkozy (accusé de fausses factures et de financement par la Libye, etc.) b) le détournement des données piratées sur facebook par la société « Cambridge Analytica » pour manipuler le vote des électeurs en faveur de Donald TRUMP.

Il est évident que, forts de leur puissance financière et du pouvoir de manipulation que leur confèrent les empires médiatiques qu'elles contrôlent, les classes dominantes sont en mesure d'empêcher les opposants à leur système de conquérir le Pouvoir par le truchement des élections. Plus encore, l'actualité des dernières années a montré que si des forces progressistes et révolutionnaires parviennent, malgré tout, à remporter des élections, les gouvernements impérialistes occidentaux, se mobilisent pour leur faire barrage. Ils ont systématisé la méthode consistant à y organiser des coups d'Etat institutionnels en s'appuyant sur la corruption de certains parlementaires et sur l'instrumentalisation de magistrats réactionnaires. (Ex : Honduras, Brésil, Venezuela...)

Leur hypocrisie et leur pratique du « deux poids deux mesures » sont manifestes : d'un côté, ils prennent prétexte que des élections ne se sont pas déroulées régulièrement pour agresser militairement des pays tiers (l'exemple de la Côte d'Ivoire est emblématique à ce sujet), de l'autre, ils s'accoquinent avec les pires dictateurs, avalisant leurs coups de force électoraux (comme récemment en Egypte).

A quoi peuvent servir les élections ?

Nous avons déjà montré que les classes dominantes sont capables de cadenasser le système électoral par leur puissance financière et le pouvoir de manipulation de leurs empires médiatiques. Nous avons évoqué également le pouvoir de nuisance des gouvernements des pays impérialistes. La répression fasciste que la Monarchie espagnole exerce actuellement sur les élus Catalans, avec la complicité de l'Union Européenne, illustre parfaitement le fait que les élections ne sont pas le gage d'une véritable démocratie.

Dans de telles conditions, les mouvements alternatifs et révolutionnaires peuvent-ils espérer que la participation aux élections et la conquête de mandats d'élus soient un moyen d'accéder au Pouvoir et à la Souveraineté ?

Il existe chez nous des « patriotes » pour lesquels la question ne se pose même pas : « *Nous ne pouvons pas faire la lutte armée, donc c'est sur le terrain des élections que nous devons nous imposer !* ». Cette position est évidemment caricaturale et ne sert qu'à justifier leur opportunisme électoraliste. Heureusement, les luttes populaires peuvent prendre de multiples autres formes. (Grèves générales, mobilisations sur le terrain, désobéissance citoyenne, boycott de produits étrangers, etc.)

Inversement, d'autres appellent au boycott systématique de toutes les élections qualifiant indistinctement tous ceux qui y participent de « vendus » et de « traîtres à la nation ». C'est là aussi une position caricaturale parce que, n'étant pas étayée par la capacité de mettre en action des forces susceptibles d'inquiéter le pouvoir colonial, elle ne débouche sur aucune transformation du système.

Participation ou abstention aux élections, résistance clandestine et lutte armée ou mobilisations pacifiques, sont autant de fronts qui ont permis aux mouvements populaires de réaliser des avancées mais qui ont abouti parfois à des désillusions. L'histoire du mouvement révolutionnaire mondial nous enseigne, en tout cas, que si la stratégie et les tactiques ne tiennent pas correctement compte des réalités politiques du moment, elles sont vouées à l'échec.

Avant de répondre à la question de savoir si la participation aux élections peut être un atout dans notre lutte pour la souveraineté, il convient de faire quelques remarques :

- le système électoral en vigueur a été conçu pour favoriser les opportunistes qui ne remettent pas en cause l'idéologie bourgeoise et le pouvoir des classes dominantes, ceux qui sont prêts à toutes les compromissions pour partager le gâteau. (L'alliance entre les « Patriotes », le PCM, RDM et les sarkozistes en est un bien triste exemple. Ce genre d'alliances contre-nature faites pour gagner des élections, n'est pas nouveau. La précédente majorité s'appuyait sur une collusion gauche droite. Cela explique que malgré l'alternance aucune politique cohérente ne peut être mise en œuvre et que le pays reste ankayé.)

- L'inconscient collectif reste très marqué par l'idée que l'existence d'élections dans un pays est une garantie de démocratie et, en dépit du rejet des élections manifesté par une grande partie de la population évoqué au début de l'article, paradoxalement, celle-ci accorde difficilement du crédit aux organisations politiques qui n'ont pas d'élus.

- Au-delà de positionnements idéologiques et politiques, le phénomène de l'aliénation généré par la domination coloniale contribue à complexifier la situation. Des individus de valeur, qui auraient pu jouer un rôle notable dans la lutte, ne conçoivent leur épanouissement que dans le costume d'élu et s'automutilent en pataugeant dans les méandres de la politique politicienne. Cette aliénation se manifeste aussi chez des militants n'ayant pourtant pas d'ambitions personnelles. Capables de faire de gros efforts financiers et de se mobiliser en continu lors des campagnes électorales, ils n'ont pas le même esprit de sacrifice entre les échéances ou pour soutenir d'autres fronts de lutte.

Au bout du compte, nous considérons que la lutte sur le front électoral doit rester une option, parce

- qu'elles sont l'occasion de faire connaître les analyses alternatives
- que les élus locaux peuvent intervenir sur le quotidien, même si c'est à une échelle réduite
- qu'elles confèrent une certaine légitimité face aux colonialistes

Cependant, la participation aux élections ne peut se justifier que si elle fait partie d'une stratégie globale dont l'objectif est la libération nationale, si les candidats proposés sont réellement des personnes impliquées dans le travail d'organisation des masses et porteuses de projets alternatifs. Si ces conditions ne sont pas réunies, l'abstention et, si nécessaire, l'appel au boycott sont entièrement justifiés.

Bien sûr, aucune intervention sur le front électoral ne pourrait être immunisée contre les luttes de ligne politique qui traversent tous les mouvements. La capitulation de SIRIZA face au chantage des banques en Grèce, les luttes de clan au sein de PODEMOS en Espagne, ou les dérives du Mouvement 5 étoiles en Italie, sont particulièrement instructives à cet égard.

Aussi, dans notre stratégie de lutte pour la souveraineté et l'émancipation, devons-nous combattre sans concession l'illusion qu'on gagnera du temps en réalisant des alliances politiciennes ou en privilégiant la carte de la personnalisation au détriment de l'organisation des masses. L'implication des masses dans la construction de l'alternative et l'organisation de la résistance, leur contrôle réel sur tous les processus décisionnaires restent la condition indispensable, incontournable et prioritaire de la libération et de l'émancipation. Cela est possible, par la formation et l'organisation de notre peuple au niveau de nos quartiers et dans les secteurs divers, comme dans la vie professionnelle, culturelle, économique et sociale. Nous défaire de toute forme d'illusion, consacrer nos compétences et notre énergie à la réalisation des tâches véritablement déterminantes pour l'avancée de notre lutte de libération, c'est ainsi que nous servirons valablement notre peuple.

Pour le CNCP :

Le Président, Jean ABAUL,
Le Porte-parole, Alain LIMERY,
Le Secrétaire, Léon SEVEUR,
Le Responsable aux affaires extérieures, Robert SAE.

JIK ANBOUT !

*Es ou konprann sa sé lavi sa ?
Bouden agoulou ka pété
A fos bwè san maléré !*

*Es ou konprann sa sé lavi sa ?
Kriminèl ka ladjé bonm asou
nonm,
asou fanm, asou timanmay
Tout oliron la tè !*

*Es ou konprann sa sé lavi sa ?
Malfètè ka tchoué laté !
An mwé ! Limanité andanjé !*

*Mé tonnan fout ! Tonnan diso !
Nou ja las pijé !
I ja tan pou maté katla pou bon !*

*Révolision Aïti anfondok nanm-nou
Révolision 1917 an san-nou
Révolision Kiba an tchè-nou*

An 22 mé, tanbou konyen

Pakatak doum !

Tanbou konyen

Pakatak doum !

Castro !

Pakatak doum !

El Che

Pakatak doum !

Fanon

Pakatak doum !

Sankara

Pakatak doum !

Chavez

Pakatak doum !

Nou tout ki la

Pakatak doum !

Sé dèyè konba ki ni konba

Fos l'APC an lanmen-nou

Pou fè yo tann épi konprann

Jik anbout nou ké goumen !

Sé pou la vikwa nou ka alé !

BUREAU DU CNCP

Voté lors de l'A.G. du 27 AOÛT 2017

Président et responsable aux affaires culturelles :

Jean ABAUL

Vice - Présidente et responsable du secteur jeunesse :

Maïmouna YOKESSA

Secrétaire :

Leon SEVEUR

Trésorier :

Thierry JOSEPH-ANGELIQUE

Porte - Parole / alternatives économiques et sociales :

Alain LIMERY

Responsable aux Affaires Extérieures :

Robert SAE

Responsable adjointe aux affaires extérieures :

Amandine NEGOTI

CONTACTS

cncpmartinique@gmail.com

Le Président	:	Jean ABAUL	06 96 41 41 32
Le Porte Parole	:	Alain LIMERY	06 96 25 28 78
Le Secrétaire	:	Léon SEVEUR	06 96 33 26 32

RETROUVEZ LES EMISSIONS :

Tous les dimanches de 8h30 à 11h45

*Synthèse de l'actualité internationale
Echanges avec les auditeurs sur*



88.3 MHz - 93.6 MHz - 105.9 MHz

☎ 0596 03 14 03

Sur le net : **www.web-rfaradio.com**



Pour consulter Jikanbout TV :

www.jikanbouttv.com



(Photo Martinique Première)

« Ceux qui refusent de regarder la réalité appellent leur propre destruction tout simplement. »

James Baldwin

